

## POLITIQUE DE L'IDENTITÉ ET VARIATIONS IDENTITAIRES DANS DEUX ASSOCIATIONS HOMOSEXUELLES HELVÉTIQUES

Michaël VOEGTLI, Université de Lausanne

**Résumé :** Cette contribution examine les logiques de constructions identitaires dans deux associations homosexuelles et de lutte contre le sida en Suisse. L'accent porte à la fois sur la constitution et la transformation de l'identité collective et sur les mécanismes d'élaboration, de permanence et fluctuation de l'identité sociale pour l'acteur. Il s'agit de saisir comment s'élabore, dans un espace social hétérosexiste, une politique de l'identité basée prioritairement sur l'orientation socio-sexuelle. Trois dimensions sont en particulier abordées : 1) La (re)définition de l'identité collective des deux associations, en montant que celle-ci est à la fois une base à la mobilisation et un enjeu de lutte ; 2) Les stratégies politiques de célébration ou d'estompement de l'identité collective par les associations, en fonction du contexte de la mobilisation et des propriétés sociales des acteurs engagés ; 3) Une attention à la variété des engagements au sein du collectif, pour étudier, d'une part, l'effet du renouvellement militant sur la transformation du collectif et, d'autre part, l'effet socialisateur du groupement sur les membres. L'enquête s'appuie sur une étude des archives associatives et sur des récits de vies. L'un de ces récits de vie sera plus particulièrement analysé pour observer les interactions entre le collectif, la carrière militante et la (re)définition de l'orientation socio-sexuelle.

Cette contribution entend interroger les logiques de constructions identitaires au sein de deux associations homosexuelles et de lutte contre le sida en Suisse francophone : Dialogai dans le canton de Genève et Juragai dans le canton du Jura<sup>1</sup>. Il s'agit ici de saisir comment s'élabore, dans un espace social hétérosexiste<sup>2</sup>, l'un des traits saillants de l'identité collective et de l'identité sociale, c'est-à-dire l'orientation socio-sexuelle. Cette orientation « homosexuelle »<sup>3</sup> ou, pour de dire autrement, cette « identité de sexe »<sup>4</sup> est constitutive à la

---

<sup>1</sup> Le présent texte repose sur un travail de thèse en cours à l'Université de Lausanne, consacrée à l'étude de la lutte contre le sida et des mobilisations homosexuelles en Suisse, sous la direction d'Olivier Fillieule et de Patrice Pinell. Elle s'appuie en outre sur une recherche financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNRS), intitulée « Changements dans l'épidémie de sida, dynamiques associatives et engagements. Etude à partir du cas de sept cantons suisses » (3346C0-104177/1).

<sup>2</sup> « L'hétérosexisme désigne un système de domination qui hiérarchise les sexualités et fait de l'hétérosexualité la marque exclusive de la normalité ». ROCCHI (Jean-Paul), « Hétérosexisme », in ERIBON (Didier) (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse, 2003, p 243.

<sup>3</sup> Le terme est très certainement réducteur et une analyse fine de l'ordre du genre s'avérerait nécessaire, comme le souligne R. W. Connell : « The problems of change and difference are closely connected. The possibilities of historical change in a gender order are reflected in divisions among men as well as in the practices of women. At the same time, differences among men can only be understood with reference to the structure of the gender order. The recognition of multiple « masculinities » in recent research need not reduce the sociology of masculinity to a postmodern kaleidoscope of lifestyles. Rather, it points to the *relational* character of gender. Different masculinities are constituted in relation to other masculinities and to feminities – through the structure of gender relations [...] and through other social structures (notably class and colonialism, ethnicity). In modern social formations, certain constructions are hegemonic, while others are subordinated or marginalized ». CONNELL (R. W.), « A Very Straight Gay : Masculinity, Homosexual Experience, and the Dynamics of Gender », *American Sociological Review*, Vol. 57, no 6, Décembre 1992, pp. 735- 751, p. 736 (souligné par l'auteur).

<sup>4</sup> Je fais référence ici à Nicole-Claude Mathieu qui montre, en soulignant que le genre construit le sexe, que l'identité de sexe est une forme collective de résistance au genre. Cf. MATHIEU (Nicole-Claude), « Identité

fois de l'identité du groupe et de l'acteur social, et de ce fait est (re)construite et transformée tant au niveau individuel que collectif.

Plus précisément, il sera question à la fois de la constitution et de la transformation de l'identité collective et des mécanismes d'élaboration, de permanence et fluctuation de l'identité sociale pour l'acteur. Cette manière de concevoir ces deux dimensions renvoie à la définition que donne Claude Dubar de l'identité sociale, conçue comme « le résultat à la fois stable et provisoire, individuel et collectif, subjectif et objectif, biographique et structurel, des divers processus de socialisation qui, conjointement, construisent les individus et définissent les institutions »<sup>5</sup>. En effet, ces deux éléments – identité collective et identité sociale – sont liés dans la mesure où les propriétés sociologiques des acteurs composant les cohortes militantes (coexistence et succession, luttes de pouvoir à l'intérieur des associations) vont peser sur la « politique de l'identité »<sup>6</sup> du groupe<sup>7</sup>. De même, les attributs de l'identité sociale, s'agissant notamment de l'identification à une orientation socio-sexuelle, s'appuient sur une structure de plausibilité<sup>8</sup> composée entre autres par l'association.

Se questionner sur les logiques de constructions identitaires dans des mouvements sociaux n'a rien d'inédit, et l'émergence de mouvements homosexuels à la fin des années 1960 a souvent été citée en exemple pour illustrer le renouveau des formes de mobilisation. Le propos n'est pas ici de s'inscrire dans une telle démarche<sup>9</sup>, mais consiste à dire que l'identité collective doit être analysée en prenant en compte trois dimensions. Premièrement, si la mobilisation de n'importe quel mouvement social repose sur le partage au moins *a minima* d'une identification commune, le processus de mobilisation peut également contribuer à en être l'un des objectifs. Autrement dit, l'identité collective n'est pas fixée une fois pour toute, mais reste un enjeu de lutte constant, aussi bien à l'intérieur du mouvement qu'à l'externe. Deuxièmement, et c'est une dimension mise en lumière par Mary Bernstein, le déploiement ou le fait d'estomper certains traits de l'identité collective peut aussi être une stratégie politique en vue de l'obtention de certains biens collectifs<sup>10</sup>. Comme le mentionne également Pierre Bourdieu, « la contradiction structurale qui est à leur principe condamne les mouvements issus des groupes dominés et stigmatisés à un tel balancement entre l'invisibilisation et l'exhibition, entre l'annulation et la célébration de la différence, qui fait que, comme aussi le mouvement des Civil Rights ou le mouvement féministe, ils adoptent selon les circonstances l'une ou l'autre stratégie en fonction de la structure des organisations, de l'accès à la politique et des formes d'opposition rencontrées »<sup>11</sup>. Troisièmement et enfin, on ne peut comprendre l'identité collective du groupement sans prendre en compte la variété

---

sexuelle/sexuée/de sexe ? Trois modes de conceptualisation du rapport entre sexe et genre », *L'anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, éditions Côté-femmes, 1991, pp. 227-266.

<sup>5</sup> DUBAR (Claude), *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 111.

<sup>6</sup> Michael Pollak reprend ce terme de Goffman, consistant « à promouvoir simultanément la cohésion du groupe et la place qu'il occupe dans la société en s'appuyant sur son signe distinctif le plus saillant et le plus mobilisable ». POLLAK (Michael), *Une identité blessée*, Paris, Métailié, 1993, p. 173.

<sup>7</sup> Ce type d'approche a notamment été théorisé par Olivier Fillieule dans ses recherches sur AIDES et Act Up. Voir FILLIEULE (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, no 1-2, février-avril 2001, pp.199-215.

<sup>8</sup> BERGER (Peter), LUCKMANN (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994.

<sup>9</sup> Pour une présentation synthétique et critique de la sociologie des nouveaux mouvements sociaux, on se référera notamment à NEVEU (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte et Syros, 2000 (1996), pp. 66-74.

<sup>10</sup> BERNSTEIN (Mary), « Celebration and Suppression : The Strategic Use of Identity by Lesbian and Gay Movement », *American Journal of Sociology*, vol. 103, no 3, pp. 531-565.

<sup>11</sup> BOURDIEU (Pierre), *La domination masculine*, Paris, Seuil (Liber), 1998, p. 132 (n.).

des engagements militants en son sein<sup>12</sup>. Comme l'a bien montré Frédéric Sawicki, « l'engagement est toujours le produit d'une rencontre entre des dispositions et des expériences socialement construites avec un groupe ou une institution, sauf dans les moments fondateurs. C'est en ce sens qu'on peut dire que le groupe fabrique ses militants autant que l'inverse »<sup>13</sup>.

Analyser la manière dont s'élabore et fluctue l'identité d'un collectif, c'est aussi prendre en compte l'importance du contexte de la mobilisation. En ce domaine, il semble judicieux de suivre Johanna Siméant lorsqu'elle met en avant la difficile opérationnalisation du concept de structure des opportunités politiques, lui préférant le terme de contexte, « en gardant à l'esprit que les aspects du contexte susceptibles d'influer sur [les mouvements sociaux] peuvent différer d'une mobilisation à l'autre »<sup>14</sup>. Dans le cas qui nous intéresse, il est d'une part primordial de considérer l'état de l'hétérosexisme, traduit en partie par des actes homophobes ou codifiés par le droit, mais qu'il importe aussi de concevoir en tant qu'élément subjectif qui va déterminer pour les acteurs les risques qu'il peut y avoir à se mobiliser et, partant, la forme que va prendre cette mobilisation<sup>15</sup>. D'autre part, les deux associations étudiées sont à concevoir au sein de l'espace associatif homosexuel et de l'espace associatif de lutte contre le sida et dont la structuration va peser sur les modes de constitution et de transformation du collectif<sup>16</sup>.

Je procéderai à l'aide de matériaux d'archives, d'entretiens informatifs et de récits de vie. Les archives de ces deux associations, par leur richesse<sup>17</sup>, permettent en effet de retracer en partie l'évolution du collectif en le liant au contexte fluctuant dans lequel agit l'association. En outre, je procéderai par l'analyse de récits de vie de militants, afin de cerner la place que prend l'engagement associatif dans un parcours de vie. L'analyse du récit de vie

---

<sup>12</sup> « Le terme "engagement" renvoie au processus par lequel divers types d'intérêt sont progressivement investis dans l'adoption de certaines lignes de conduite avec lesquelles ils ne semblent pas avoir de rapports directs ». BECKER (Howard), *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985, p. 50.

<sup>13</sup> SAWICKI (Frédéric), « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2004, pp. 123-146, pp. 145-146.

<sup>14</sup> SIMEANT (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 71. Pour une discussion critique de la SOP, voir *Ibid.*, pp. 67-72.

<sup>15</sup> Pour Wiltfang et McAdam, les coûts sont définis comme « "the expenditure of time, money and energy required of a person engaged in any particular form of activism" ». Les risques, quant à eux, se rapportent à « "the anticipated dangers – whether legal, social, physical, financial, etc. – of engaging in a particular type of movement activity" » (McAdam 1986 :67). Cost is anything given up, forgone, spent, lost or "negatively" experienced (e.g., pain, fatigue, etc.) by activists during their participation in movement activities. Risk, on the other hand, refers to the *activists' subjective anticipation or expectation of a cost that they may incur as a result of their movement participation* (e.g., being arrested, paying a fine, being beaten, tortured, or killed). Costs are under the individual activist's control ; risks, as future costs, depend not only on the activist's own actions, but on others' responses to the activist's actions ». WILTFANG (Gregory L.), McADAM (Doug), « The Costs and Risks of Social Activism : A Study of Sanctuary Movement Activism », *Social Forces*, vol 69, no 4, juin 1991, pp. 987-1010, p. 989 (je souligne).

<sup>16</sup> Ces deux espaces sont conçus à la suite de Pinell comme des espaces sociaux permettant « d'étudier la structure et la dynamique des relations qu'entretiennent des agents engagés dans des luttes de concurrence autour d'un objectif commun », que ce soit l'organisation de la lutte contre le sida ou de la lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité. PINELL (Patrice) (dir.), *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris, Seuil, 2002, p. 5.

<sup>17</sup> J'ai dépouillé sur l'ensemble de la période les archives du Groupe homosexuel de Genève, pour Dialogai : les pv du comité et des assemblées générales (disponibles depuis 1985), les rapports d'activité, le journal Dialogai-Info (édité depuis 1985), les coupures de presse, la correspondance avec les autres groupes homosexuels et avec les antennes de l'ASS. Pour Juragai : le journal de l'association (depuis 2001), les pv du comité et des assemblées générales.

est donc articulée à la recherche de moments clés et des motifs qui y sont associés<sup>18</sup>, mais cherche aussi à faire émerger le travail de mise en cohérence dans le domaine de la gestion de l'orientation socio-sexuelle, travail qui s'observe tout au long du récit<sup>19</sup> et est susceptible de révéler la place que peut prendre l'association et ses membres en tant que supports à cette gestion d'une identité stigmatisée.

Notons enfin que pour procéder à une analyse plus fine, il faudrait encore disposer de données sur les différentes cohortes militantes (définies par l'année d'adhésion). Une telle analyse aurait en effet le mérite de montrer comment évolue l'identité collective des associations dans le temps, au fur et à mesure de l'adhésion de nouvelles cohortes composées d'acteurs sociaux aux propriétés sociales distinctes. L'intérêt d'une telle démarche a bien été mise en lumière par Nancy Witthier : « Social movements are composed of multiples cohorts of personnel at any given time, including both long-time participants and new recruits. [...] The enduring commitment of long-time activists is an important internal process promoting movement *continuity*. In addition, recruits enter movements at varying rates. Although new entrants share basic assumptions and goals with their predecessors, often they also differ in important ways. Consequently recruitment and personnel turnover help produce *change* in social movements. These two personnel processes – the persistence of committed long-time participants and the entry of recruits – bridge an theoretical concern with the political processes that shape recruitment and cycles of protest with an analysis of interaction in micro-mobilization contexts and the construction of collective identity »<sup>20</sup>. Un questionnaire a été envoyé entre juin et juillet de cette année aux membres et ex-membres des deux associations afin d'étudier cette dimension, ce qui ne permet pas encore de disposer de données précises susceptibles de montrer les motifs d'adhésion des différentes cohortes de même que ce que provoque leur coexistence dans le temps.

Je commencerai par présenter mon terrain d'enquête, puis m'intéresserai à la constitution de Dialogai, en m'intéressant particulièrement à la manière dont se développe en son sein une politique de l'identité. De manière similaire, je me pencherai ensuite sur le cas de Juragai, qui offre une base de discussion intéressante pour montrer comment peut émerger une mobilisation dans un contexte *a priori* peu favorable à une telle entreprise. L'étude de cette association nous permettra en outre de voir ce qui peut peser, en prenant en compte la composition sociale du collectif, sur les stratégies de visibilité ou d'estompement de la différence. Enfin, par l'étude de la carrière d'Anthony, qui milite à Juragai et à Dialogai, je chercherai à voir plus en détail en quoi l'identification à une association peut être également un lieu d'affirmation d'un des traits de l'identité sociale, à savoir l'orientation socio-sexuelle.

---

<sup>18</sup> Charles Wright Mills souligne que « les motifs doivent être considérés comme des vocabulaires typiques ayant des fonctions vérifiables dans des situations sociétales délimitées. Les acteurs expriment et attribuent des motifs à eux-mêmes et aux autres. [...] Plutôt que des éléments fixés “dans” un individu, les motifs sont les termes avec lesquels l'interprétation de la conduite par les acteurs sociaux procède ». Pour Mills, il s'agit donc de « phases langagières *relativement stables* de situations délimitées » qui peuvent également servir de base à l'action. Cette conception est intéressante dans la mesure où à des sphères d'expérience sont associés des motifs distincts. Des conflits de motifs, qui peuvent se repérer dans le récit de vie, apparaissent lorsque les champs d'expérience s'entrecroisent. MILLS (Charles Wright), « Situated actions and vocabularies of motive », *American Sociological Review*, Volume 5, Issue 6, (Dec. 1940) pp. 904-913, p. 904 (je traduis). Sur l'utilisation d'une analyse en termes de motifs, voir FILLIEULE (Olivier), art. cité.

<sup>19</sup> Pour les acteurs sociaux, se raconter revient aussi à reprendre des éléments jugés problématiques pour les ordonner, avec comme paradoxe de revenir sur cet élément problématique en le solidifiant par la même occasion.

<sup>20</sup> WHITTIER (Nancy), « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 62, no 5, octobre 1997, pp. 760-778, p. 761 (souligné par l'auteur).

### *Terrain d'enquête*

Les deux associations homosexuelles étudiées, quasi exclusivement composée de gays pour Dialogai et intégrant un quart de lesbiennes dans le cas de Juragai<sup>21</sup>, sont issues d'univers contrastés. Dialogai est active depuis 1982 à Genève, alors que Juragai est présente dans le canton (Etat fédéré) du Jura depuis 1999. Canton de faible superficie mais fortement peuplé, Genève a un territoire trois fois moins étendu que le canton du Jura (282 km<sup>2</sup> contre 838,5 km<sup>2</sup>). En revanche, avec 434'473 habitants recensés à la fin de l'année 2003, Genève est six fois plus peuplé (l'office jurassien de la statistique dénombrait 69'000 habitants fin décembre 2003). Dans le cas de Genève, on parle d'un canton-ville, la moitié de la population résidant dans le chef-lieu de Genève alors que l'autre moitié gravite à la périphérie des frontières communales genevoises. Le chef-lieu du canton du Jura, Delémont, compte quant à lui 11'000 habitants<sup>22</sup>.

Dialogai occupe actuellement six permanents salariés, leurs activités s'orientant à la fois vers la lutte et les activités communautaires et vers la lutte contre le sida. Juragai est composée d'une petite centaine de membres, sans poste salarié, et l'on peut considérer que l'association vit grâce aux efforts d'une poignée de militants qui interviennent aussi bien pour la préparation d'activités de loisirs que pour les actions de visibilité et de reconnaissance de l'homosexualité. La prévention sida n'apparaît par contre pas comme une dimension aussi forte de la structuration de l'association.

### **Dialogai : tensions entre association communautaire et association de lutte contre le sida**

Pour comprendre comment se structure Dialogai, il faut partir de l'état de l'espace associatif homosexuel au moment de sa création, et voir en quoi l'association est liée à la présence du Groupe homosexuel de Genève (GHOG), actif de 1978 à 1981 et dont sont issus plusieurs membres fondateurs de Dialogai. Ce retour aux sources de Dialogai permet de montrer d'une part l'état de l'espace associatif homosexuel au moment de sa création en lien avec l'image sociale de l'homosexualité. D'autre part, la prise en compte du GHOG dans l'analyse montre comment se modifient les modes d'action mis en oeuvre par les membres et les revendications portées par le mouvement : d'une première phase de "célébration" de la différence avec l'ordre hétérosexuel dominant, où le GHOG joue sur le stigmate de l'homosexuel en tant que "fléau social", on passe progressivement avec Dialogai à un groupement qui, s'il conserve une composante politique, dispose de relais politico-administratifs, acquis dans le domaine de la lutte contre le sida, qui permet également à l'association de se poser en partenaire de réformes dans le domaine du droits des gays<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Dans les faits, d'après les premières données disponibles, Dialogai est composée exclusivement par des hommes jusqu'en 1997, lorsqu'une femme lesbienne intègre le comité. Juragai est composée de près de 80% d'homosexuels masculins.

<sup>22</sup> Didier Eribon a montré l'importance de la ville et de ses réseaux de sociabilité, en tant que « refuge des homosexuels » et « monde social, monde de socialisation possible [qui] permet de surmonter la solitude tout autant qu'elle permet de sauvegarder l'anonymat ». Dans le cas de mon étude, les deux configurations cantonales devraient me permettre de voir ce qui joue en faveur du maintien de certains acteurs à Delémont, engagement a priori plus « coûteux » qu'à Dialogai. ERIBON (Didier), *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard, 1994, pp. 35 et 38.

<sup>23</sup> On retrouve sur ce point l'analyse de Mary Bernstein qui analyse le « déploiement identitaire » de quatre mouvements gays et lesbiens pour montrer sous quels conditions (structuration du mouvement, accès aux structures politiques décisionnelles, type d'opposition) peut s'observer l'utilisation stratégique de la célébration ou de l'estompage des différences avec la majorité « straight ». BERNSTEIN (Mary), art. cité. Voir aussi NEVEU (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte et Syros, 2000 (1996), pp. 84-87.

*Image sociale de l'homosexualité et constitution d'un espace associatif homosexuel en Suisse au début des années 1970*

A l'inverse de la France, où la victoire de François Mitterrand contribue à la satisfaction de nombreuses revendications des associations homosexuelles<sup>24</sup>, la Suisse conserve une législation répressive à l'égard des relations de type homosexuel<sup>25</sup>. En outre, en ce qui concerne la scène homosexuelle, il existait bien quelques établissements (saunas, bars, restaurants), mais leur visibilité était restreinte et la clientèle soumise à de nombreux contrôles de police. Enfin, la presse gay spécialisée était balbutiante, suite à la disparition de la revue du Kreis en 1967<sup>26</sup>, et les regards étaient tournés pour la partie francophone vers les publications françaises comme *Gai Pied*, publication par ailleurs difficile d'accès même à Genève.

Au plan associatif, les premières associations créées s'inscrivent dans la mouvance des groupes "égalitaristes" que l'on retrouve en Allemagne ou encore en France, et dont l'exemple français le plus prégnant reste Arcadie, active entre 1954 et 1982. Ainsi, alémanique, la SOH (Organisation suisse des homophiles) est fondée en 1967 suite à la disparition du Kreis, alors que l'association Symétrie est fondée à Lausanne en 1974<sup>27</sup>. En réaction à ce type d'organisations jugées trop peu revendicatives, des groupes de travail homosexuels sont créés au début des années 1970, dans la lignée des Front homosexuels d'action révolutionnaire : 1971 à Zurich (HAZ), 1972 à Bâle (HABS) et Berne (HAB). Regroupés en 1973 pour mener à bien certaines actions collectives sous l'égide des « Homosexuelle Arbeitsgruppen der Schweiz » (HACH – CHOSE en français<sup>28</sup>), ils collaborent ensuite avec le Groupe de libération homosexuelle (GLH) qui se constitue à Lausanne en 1977 et avec le Groupe homosexuel de Genève (GHOG), fondé en 1978. Ces associations luttent pour la reconnaissance de l'homosexualité, et notamment pour la suppression des fichiers homosexuels de la police fédérale.

<sup>24</sup> Voir PINELL (Patrice) (dir.), *op. cit.*, pp. 30-36.

<sup>25</sup> La majorité sexuelle dans le cadre des relations homosexuelles est ainsi plus élevée jusqu'en 1992 (18 ans contre 16 ans, dans le cadre des relations hétérosexuelles). Les homosexuels étaient recensés dans des fichiers de police, donnant lieu à plusieurs manifestations, notamment à Lausanne au début des années 1980 (les fichiers de police sont supprimés officiellement dans plusieurs grandes villes au début des années 1980. Certains cantons, dont le canton de Genève inscrivait en outre la mention "homosexuel" au Certificat de bonne vie et moeurs, empêchant en cas d'inscription l'embauche dans la fonction publique et la possibilité d'obtenir un permis de travail pour les travailleurs frontaliers étrangers. Signalons encore que les actes homophobes, injures mais également violences physiques (un homosexuel est brûlé vif dans des toilettes publiques à Bâle en avril 1989) étaient monnaie courante et la législation en ce domaine peu aboutie.

<sup>26</sup> A l'exception de deux publications, l'une *Hey*, publiée par l'Organisation suisse des homophiles (1972-1983) et l'autre, *Anderschume*, une publication de la Coordination Homosexuelle Suisse (CHOSE), qui paraît depuis la fin de l'année 1983.

<sup>27</sup> Comme le souligne Jean-Yves Le Talec, « André Baudry et la revue Arcadie qu'il anime ont pour objectif de présenter les homosexuel-le-s comme des individus normaux, respectueux des institutions et revendiquant un principe d'égalité dû à tous les citoyens ». LE TALEC (Jean-Yves), « Genre et militantisme homosexuel : l'importance des folles et du camp », Communication au colloque Genre et militantisme, Lausanne, automne 2004. Dans un document de 1976, l'association Symétrie interroge : « Pourquoi veut-on faire de l'homosexuel un être en marge ? », précisant que l'« on ne fera jamais la révolution seul ». *Courrier de Symétrie* du 8 novembre 1976 au HAZ, Schweizerisches Schwulnarchiv, Vereinarchiv Homosexuelle Arbeitsgruppen Zurich, no 36.75.10.

<sup>28</sup> La CHOSE disparaît fin 1994, après avoir fonctionné pendant un temps en parallèle avec Pink Cross, nouvelle association faitière des gays suisses créée en 1993, et en activité depuis 1994. La SOH sera incorporée à Pink Cross et dissoute en 1995.

*Le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) : la célébration de l'homosexuel comme fléau social*

En réaction aux groupes homophiles, Le Groupe de libération homosexuelle (GLH) est créé à Lausanne en 1977<sup>29</sup>, plus proche du Front homosexuel d'action révolutionnaire français (FHAR) et des groupes de libération qui lui ont succédé suite à sa dissolution. Sur le même modèle, le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) est créé en 1978 par quatre militants : deux francophones étudiant pour l'obtention d'un diplôme en travail social, et deux germanophones précédemment membres des groupes de travail homosexuels de Berne (HAB) et de Zurich (HAZ). A l'exception d'un des quatre membres fondateurs, l'engagement au GHOG s'inscrit dans la continuité d'un combat politique sanctionné par des engagements préalables au sein d'organisations d'extrême-gauche.

« Il y avait une conscience politique, je dirais, au niveau premier du sens politique, beaucoup plus large qu'aujourd'hui. Il y avait aussi, ce qui a beaucoup changé, les luttes étaient plutôt transversales. C'est-à-dire qu'il y avait quasiment naturellement tous les mouvements en lutte contre la société dite bourgeoise, comme on l'appelait à l'époque, qui avaient un peu des plateformes non définies mais d'accords. C'est-à-dire que c'est vrai que les femmes, les homosexuels, les gens qui luttaient contre la guerre au Vietnam se retrouvaient. Et il était un peu naturel en tant qu'homosexuel à l'époque, si on s'engageait politiquement, de se dire "je suis proche des Noirs américains" ou "je suis proche des femmes", quelque chose qui a énormément changé aujourd'hui »<sup>30</sup>.

Ces membres vont rapidement être rejoints par Francis, qui va permettre au GHOG de visibilité sur la base de modes d'action originaux. Membre du Living Theatre, présent à Paris en 1971 à plusieurs réunions du FHAR, puis à New York où il est cofondateur du groupe des Gay Anarchists en réaction au Gay Activist Alliance<sup>31</sup>, Francis sillonne ensuite l'Europe dans une compagnie de théâtre, puis revient à Genève fin 1977 où il donne des cours d'expression corporelle. C'est là qu'il entend parler du GHOG, qu'il rejoint. Cette période est marquée par la présence de ce qu'il nomme un « commando activiste, qui tourne essentiellement autour d'actions » liées aux revendications d'autres groupes d'extrême-gauche, qu'il s'agisse d'actions contre le nucléaire (avec, lors d'une manifestation, pour slogan « ni actifs, ni passifs, ni radioactifs »), contre les fichiers de la police fédérale ou encore pour l'obtention de la semaine de 40 heures de travail (avec pour slogan, lors du défilé du premier mai, sur une banderole rose : « 40 heures d'amour par semaine : un minimum ! »).

Signe de la conception transversale des luttes à mener, le GHOG va en outre collaborer avec l'association des lesbiennes de Genève, notamment pour proposer un festival « Cinéma et homosexualité »<sup>32</sup>. Le tract distribué pour cette occasion illustre bien la conception de la lutte qu'entendaient mener les activistes : « Les pédés sont désaxés, violent les petits garçons, sont tous antiquaires et garçons coiffeurs, sont des obsédés sexuels, sont impuissants, efféminés et contre nature : c'est un fléau social. Nous, vénéreuses fleurs du mal, vous

<sup>29</sup> Le GLH disparaît en 1982.

<sup>30</sup> Entretien Nicolas. Tous les entretiens ont été anonymisés.

<sup>31</sup> Francis déclare lors de l'entretien : « le Gay Activist Alliance, je voyais les travaux mais il me semblait bien bourgeois, ils me semblaient des gens qui voulaient s'inscrire dans la société telle qu'elle était et on se sentait un tout petit peu plus révoltés que ça ».

<sup>32</sup> La présence d'un groupe de lesbiennes dans le canton au moment de la création du GHOG puis de Dialogai va s'effectuer dans un contexte où, comme le souligne Catherine Gonnard pour la France, la conception dominante est que « Gays et lesbiennes n'ayant en commun, dans une large mesure, que la répression de leur orientation sexuelle, cette prise de parole ne pouvait s'effectuer que séparément ». Si des actions collectives sont menées, elles sont ponctuelles et non pas basées sur une tentative de rendre les associations mixtes. GONNARD (Catherine), « Mixité », in ERIBON (Didier) (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, op. cit., pp. 322-323, p. 323.

attendons pour vous prouver que tout cela est vrai au festival cinéma et homosexualité »<sup>33</sup>. On est ici face à un mouvement qui entend célébrer la différence homosexuelle, par un jeu constant sur l'image sociale de l'homosexualité afin de remettre en question sa stigmatisation.

Bénéficiant, par l'intermédiaire de Francis, de contacts à la télévision suisse romande, les activistes du GHOG vont réaliser un film-tract dans le cadre d'une émission « L'Antenne est à vous », émission qui va obtenir un énorme retentissement, provoquant des réactions virulentes mais également de très nombreuses demandes de gays afin de disposer d'un lieu de soutien, de conseils et d'échange. Or, les actions du GHOG requièrent un fort investissement de la part des membres (ils ne seront jamais plus d'une dizaine), notamment en termes de visibilité, et le groupe s'essouffle progressivement au début des années 1980 : « On croyait rencontrer des militants qui nous aideraient à développer nos idées et à aller plus loin dans l'invention de formes pour faire sauter les tabous. [...] A un moment donné, on s'est rendu compte qu'on arrivait pas à développer le groupe, on restait toujours ce petit noyau. [...] Je pense que le fait qu'on n'ait pas su comment ouvrir socialement à des activités, disons, qui ne soient pas destinées à des gens comme nous mais à des gens qui avaient plein de difficultés ou qui étaient engagés dans un itinéraire psycho-sexuel, socio-sexuel assez peu clair fait qu'on s'est arrêtés »<sup>34</sup>.

Par ailleurs, la fin du Groupe homosexuel de Genève est à relier à des remaniements des différentes inscriptions sociales des activistes<sup>35</sup>. Pour Francis, qui a alors près de 40 ans, la difficulté de recruter de nouveaux membres se conjugue avec le début d'une relation amoureuse stabilisée : « Moi je venais de m'engager fortement avec un garçon qui est toujours le garçon avec qui je vis, 25 ans plus tard. Donc ça a été l'histoire de l'occupation de ma vie »<sup>36</sup>. Il s'investit par ailleurs davantage à la télévision suisse romande, où il réalise des documentaires puis est producteur de deux émissions culturelles. Un autre militant, Nicolas, âgé de 24 ans et ayant terminé ses études de travail social déclare : « ce qui s'est passé, c'est d'une part, je crois, que certains des membres dont je fais partie on avait planifié... je devais partir en voyage j'avais un grand projet de partir en Amérique donc il y avait une partie des éléments clefs qui n'étaient pas disponibles en termes projets, activités, et d'autres qui se sont confrontés à ce moment-là à autre chose que ce que le GHOG voulait faire, c'est-à-dire plus prise de conscience de la réalité de la situation, donc en fait qu'une grande partie des homosexuels vivait mal, vivait caché vivait seul et qu'il y avait manifestement un besoin de créer quelque chose qui soit provoquant, ou qui soit moins dirigé vers la société en général et davantage vers les besoins des homosexuels »<sup>37</sup>. Cette autodissolution du Groupe homosexuel de Genève va aboutir à la constitution, une année plus tard, d'une nouvelle association,

<sup>33</sup> Tract du GHOG, en collaboration avec le Groupe Lesbiennes de Genève et le Groupe de libération homosexuel de Lausanne, octobre 1978, pour le festival Cinéma et homosexualité.

<sup>34</sup> Entretien Francis.

<sup>35</sup> On retrouve ici une dimension particulièrement bien mise en lumière par Philippe Gottraux dans son analyse de l'autodissolution du groupe « Socialisme ou barbarie ». En montrant que l'engagement et le désengagement militants entre en tension avec d'autres insertions dans d'autres lieux de l'espace social. Cette tension est à la fois matérielle (« militants confrontés à des conflits objectivement déterminés par la pluralité de leurs insertions », parmi laquelle la contrainte de temps) et idéelle (« l'agent ne subit pas passivement ni les contraintes objectives régnant dans chaque lieu d'insertion, ni les tensions matérielles qui découlent de leurs interconnexions, mais [il] attribue du sens à toutes deux. En effet, ces divers lieux sont pour lui des espaces où il va puiser des bouts d'identité qui, tout aussi logiquement, peuvent entrer en conflit entre eux, ou exiger des compositions et des compromis ». Cette conceptualisation se révèle heuristiquement très féconde pour penser la pluralité des rapports que les acteurs entretiennent avec l'engagement, permettant de penser le désengagement en termes de « transformation des équilibres ». GOTTRAUX (Philippe), *Socialisme ou barbarie : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, pp. 183-184.

<sup>36</sup> Entretien Francis.

<sup>37</sup> Entretien Nicolas.

Dialogai, davantage axée sur le soutien à la communauté, en maintenant toutefois une dimension de lutte politique pour la reconnaissance de l'homosexualité.

*Dialogai : une association de soutien à la "communauté"*

Conçue en partie pour répondre aux demandes suscitées par l'émission de "l'Antenne est à vous" et émanant de toute la Suisse romande, l'association Dialogai va être fondée par deux membres du défunt GHOG. On retrouve en effet à la base de la création de Dialogai Nicolas et Alexis, tous deux fraîchement diplômés en travail social. Cette association est créée à l'époque, comme son nom l'indique, pour être un lieu d'écoute, disposant d'une ligne téléphonique<sup>38</sup>. Il s'agit donc principalement de « créer un lieu qui soit d'écoute d'accueil et d'information pour la communauté »<sup>39</sup>. Si les modes d'action de Dialogai sont distincts de ceux du GHOG, moins basés sur une forte visibilité dans le champ médiatique, les revendications politiques visant une reconnaissance de l'homosexualité demeurent, notamment par une pression constante auprès des élus cantonaux (entre autres par le biais de pétitions et d'interpellations au parlement genevois au sujet de l'abrogation des dispositifs législatifs pénalisant les homosexuels). Toutefois, à côté de ce travail de "lobbying", l'apparition de l'épidémie de sida et l'image publique qu'elle recouvre va provoquer un vif débat à l'interne sur le rôle que doit tenir Dialogai par rapport à cette question. S'il ne subsiste pas de traces écrites de cette période dans les archives, les discussions avec des membres présents à l'époque laissent supposer que la tension s'organise autour de deux conceptions : l'une reposant sur la crainte de voir les quelques acquis obtenus nouvellement remis en cause par un renforcement de la stigmatisation des gays, en montrant la dangerosité des modes de vie homosexuels et des luttes politiques qui y sont associées ; l'autre basée sur la création d'une structure de soutien aux personnes atteintes afin d'éviter l'isolement social provoqué aussi bien par l'orientation socio-sexuelle que par la maladie. On retrouve dans le témoignage de Nicolas l'évocation de cette tension :

« Et assez vite, alors là on devait être 83-84, le sida, le cocktail sida homosexualité est devenu un sujet de débat d'abord très chaud pas seulement à Dialogai, interne, mais a aussi montré qu'on était là placés devant une situation de crise où, en fait, quelque chose commençait à être raconté dans les débats. A l'époque on parlait de cancer gay ou de la peste homosexuelle. Et en fait aucune structure et même pas l'hôpital cantonal n'avait de réponse, parce qu'en fait on savait des choses sur ce qui se passait essentiellement aux Etats-Unis à l'époque, mais il y avait aucune mesure qui pouvait être prise et à l'intérieur de Dialogai, il y avait le conflit qu'il y a eu dans la plupart, je pense, des organisations homosexuelles à cette époque et beaucoup en Suisse de dire : "mais qu'est-ce que c'est que cette histoire, est-ce que c'est vrai, est-ce que c'est pas une invention de la CIA, est-ce qu'on veut pas détruire la liberté homosexuelle ? " Et c'était chaud ! Je veux dire le débat était assez chaud à l'intérieur de Dialogai de savoir si on allait vraiment prendre cette question au sérieux »<sup>40</sup>.

Dans cette phase de débat, Dialogai intègre les réunions préparatoires de la CHOSE en vue de fonder l'Aide Suisse contre le Sida (ASS)<sup>41</sup>. Dialogai va ensuite, dès 1985, acquérir le statut d'antenne cantonale genevoise. La lutte contre le sida devient donc, parallèlement à la

<sup>38</sup> L'association a dû batailler ferme pendant près d'une année pour obtenir une ligne téléphonique, après s'être vue signifier un premier refus des PTT d'accorder une concession à une association homosexuelle. C'est en 1984 que la ligne sera enfin ouverte.

<sup>39</sup> Entretien Nicolas.

<sup>40</sup> Entretien Nicolas.

<sup>41</sup> L'Aide suisse contre le sida est créée le 2 juin 1985 par 14 associations homosexuelles membres de la CHOSE. Elle est rapidement approchée par l'Office fédéral de la santé publique, qui va progressivement contrôler la structure. Dans la plupart des cantons, à l'exception du canton de Genève, on assiste ensuite à une séparation progressive entre les antennes locales de l'ASS et les associations homosexuelles. Dialogai est à l'heure actuelle la seule antenne de l'ASS à revendiquer une identité homosexuelle.

reconnaissance des droits des gays, l'un des éléments structurants de l'association. Au contraire d'autres associations homosexuelles helvétiques, la ligne défendue par les membres revient à dire que les gays, par le truchement des associations, doivent être présents dans l'orientation de la politique des pouvoirs publics dans le domaine de la lutte contre le sida. Dans le journal de l'association, on peut ainsi lire en 1985 :

« Sur un plan plus général, le SIDA-châtiment constitue une aubaine pour les obsédés de la répression anti-pédés. Ça fantasme déjà joliment de ce côté. Faut-il dès lors enfoncer la tête dans le sable en attendant qu'on nous tape dessus, qu'on nous mette en fiche, qu'on surveille nos bars et ferme nos saunas, qu'on nous interdise de baiser, qu'on nous mette sous tutelle et nous réduise au silence ? Sûrement pas. Au contraire, les gais ont tout intérêt à participer aux structures destinées à affronter l'épidémie. Pour que chacun soit informé objectivement de ses responsabilités et des risques encourus. Pour que notre droit à vivre notre sexualité ne soit pas amputé sous prétexte de SIDA. Et enfin pour ne pas abandonner les malades à une solitude tragique, pour organiser une véritable entraide homosexuelle »<sup>42</sup>.

En tant qu'antenne de l'ASS, Dialogai obtient en 1985 une subvention du canton de Genève puis de la ville de Genève pour mener la prévention dans le domaine du sida<sup>43</sup>. Tous ces éléments vont concourir à faire de Dialogai une association très active dans le domaine de la lutte antisida. Même si elle n'abandonne pas ses activités plus festives à destination de la « communauté », ni son combat politique pour la reconnaissance du droit des gays, Dialogai se développe dès lors principalement dans le domaine de la lutte antisida, engage un premier permanent salarié en 1987 et dispose d'un local, grâce en grande partie aux subventions des pouvoirs publics. La création du Groupe sida Genève en 1987, seconde antenne de l'Aide Suisse contre le Sida dans le canton, ne changera pas de manière significative l'action de Dialogai, lui permettant toutefois de légitimer son existence en recentrant ses activités de soutien et de prévention spécifiquement auprès de la population gay<sup>44</sup>. Le nombre de membres s'accroît très rapidement. En 1985, l'association compte 28 membres, 4 membres au comité et 7 personnes s'occupant de la permanence téléphonique à titre bénévole. Fin 1993, les membres sont au nombre de 461, le comité compte 8 personnes, et deux permanents salariés ont pu être engagés. En 2005, l'association regroupe plus de 880 membres et six salariés<sup>45</sup>.

<sup>42</sup> Archives Dialogai, *Dialogai-Infos*, no 2, septembre 1985 (sans pagination).

<sup>43</sup> La transformation, en termes de reconnaissance des pouvoirs publics, entre une association comme le GHOG ou même Dialogai à ses débuts et Dialogai en 1985 peut sembler rapide. Elle est très certainement favorisée par la situation d'urgence face à une maladie qu'on connaît mal et qui semble se limiter aux « groupes à risques » que sont les usagers de drogue et les homosexuels. Cette « reconnaissance », même négative, vient sanctionner le travail dans le domaine de la prévention attendu de l'association.

<sup>44</sup> Il n'est pas possible de développer ce point ici, mais on peut toutefois mentionner que la création du Groupe sida Genève découle en partie de la transformation de l'image publique de la maladie suite à la mise en place du test de dépistage fin 1985. Progressivement, on constate qu'homosexuels et usagers de drogue ne sont pas les seuls concernés par la maladie, même si la prévalence de ces « groupes à risque » reste forte. Reflet de cette tendance, la proportion d'homosexuels parmi les cas de sida passe de 80% des cas recensés en 1984 à 50% en 1988, alors que les cas de sida dus à des contacts hétérosexuels augmentent depuis 1986. L'Office fédéral de la santé publique va débloquer de grandes subventions pour réorienter le travail de l'ASS à destination des nouvelles catégories touchées. STAUB (Roger), *Les homosexuels et le sida. La recherche d'une solution. Rapport sur la situation en Suisse (octobre 1988)*, Zurich, Aide Suisse contre le Sida 1988, p. 71 ; OFSP (Office fédéral de la santé publique) (2001), *Sida et VIH en Suisse. Situation épidémiologique à la fin 2000*, OFSP, Novembre 2001, pp. 7 et suiv.

<sup>45</sup> Sources : Archives Dialogai, *Dialogai-Info*, no 18, novembre 1987, Rapports d'activités 1993 et 2005. Un travail sur les fichiers des membres anonymisés a permis de montrer un accroissement régulier des effectifs, sauf entre 1996 et 1998 où le nombre de membres chute de 545 à 254. Il n'est cependant pas possible de savoir si ce déclin est dû à la crise qui agite l'association à cette période ou à une mauvaise tenue du fichier durant ces mêmes années, le secrétariat présentant un fréquent turnover.

Pour organiser ses activités, Dialogai dispose d'un comité et de différentes commissions visant à chapeauter les différents groupes centrés sur deux pôles. Le premier, constitué par le « pôle communautaire » : Gays Randonneurs, fondé en 1985, Gay Motards (1988), Chrétiens et Homosexuels (1988), Chœur Homogène (1993), Jeunes Gays (1990). Le second, que l'on peut nommer « pôle sida – santé gaie » : Groupe de travail sur le sida, fondé en 1985, Groupe Solidarité sida, fondé en 1987 pour les personnes vivant avec le vih/sida. Si les groupes coexistent et que les activités ne sont pas toujours très distinctes entre le « pôle communautaire » et le « pôle santé-sida », il n'en demeure pas moins que le travail de l'association s'organise principalement par rapport à la lutte contre le sida et aux discriminations à l'égard des gays.

Il serait fastidieux de citer ici toutes les démarches effectuées par les militants auprès des pouvoirs publics en vue d'obtenir le remboursement des traitements liés au vih/sida, afin d'éviter les discriminations à l'embauche ou encore pour dénoncer les tentatives de levée du secret médical lors des déclarations de santé ou lors de la passation du test de dépistage<sup>46</sup>. Ce travail d'information et de lobbying, matérialisé par les très nombreux courriers adressés aux pouvoirs publics et par de nombreuses publications<sup>47</sup>, a mobilisé quantité de militants et d'énergie au sein de l'association.

Ainsi, la tension entre, d'une part, des militants défendant la place de Dialogai en tant qu'association communautaire devant, certes, œuvrer dans la lutte contre l'homophobie mais en étant davantage tournée sur des activités de sociabilité et, d'autre part, des militants faisant de cette lutte contre l'homophobie et de la lutte contre le sida leur raison d'appartenir ne disparaît pas mais tourne à l'avantage des seconds<sup>48</sup>. Pour l'expliquer, on peut évidemment invoquer le caractère urgent de la lutte contre l'épidémie durant ces années où aucun traitement ne semble pouvoir contrer efficacement les effets de la maladie. Il faut en outre insister sur les subventions versées par les pouvoirs publics à Dialogai en tant qu'antenne cantonale de l'ASS. Ces subventions vont en effet orienter le travail de l'association dans le domaine de la lutte contre le sida. C'est enfin durant cette période que se repèrent les luttes les plus prégnantes afin d'influer sur les modes de gestion des malades par les pouvoirs publics. Dans ce domaine, par rapport aux autres associations homosexuelles, et notamment à l'association faïtière Pink Cross (association des gays suisses fondée en 1993), Dialogai dispose d'une forte compétence, âprement défendue, qui la distingue des autres associations homosexuelles<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> On peut mentionner la rencontre avec la Conseillère fédérale Ruth Dreifus en 1993, en charge du Département fédéral de l'Intérieur dont dépend l'Office fédéral de la santé publique afin de discuter de la prévention sida et de déplorer la faiblesse des moyens alloués pour la prévention auprès des gays, les luttes pour le remboursement du Retrovir (AZT) en 1992, de l'Epinavir et du Ritonavir en 1996. Par ailleurs, Dialogai aura toujours une position très critique par rapport au comité central de l'Aide Suisse contre le Sida, en mettant en avant la compétence de Dialogai dans les domaines de la prévention et du soutien spécifiquement liés à la population gay.

<sup>47</sup> Notamment *les cahiers noirs* (dénonçant les conditions d'accueil des malades en milieu hospitalier), *Pour en découdre avec... Une manuel de survie avec le VIH/sida*, des brochures fréquemment actualisées sur le thème sida et assurances sociales, etc.

<sup>48</sup> On rencontre fréquemment dans les pv des plaintes à ce sujet. Lors du comité du 7 avril 1994, on peut ainsi lire : « Fred trouve que les activités de Dialogai sont principalement axées sur le sida, mais pas assez sur l'homosexualité ».

<sup>49</sup> Dans cette optique, on remarquera aussi les frontières symboliques de l'association (inclusion et exclusion), qui nous renseignent sur l'évolution de l'identité collective. Les relations entre Dialogai et l'association faïtière Pink Cross, sont assez parlantes. La lutte précoce de Dialogai en faveur des malades du sida donne à certains de ses membres une position d'expertise, position renforcée par l'intégration à la structure institutionnelle de l'Aide suisse contre le sida. Pink Cross, créée plus tardivement, en 1993, cherche à intervenir dans le domaine de la lutte contre le sida. Sa gestion, notamment lors de la polémique autour des transfusions de sang, la privera de

*Transformation du collectif : la crise de 1996-1997*

Toutefois, cette situation va évoluer à partir de la fin de l'année 1996, sous la conjonction de plusieurs facteurs. En premier lieu, la mise sur le marché des trithérapies va permettre aux personnes malades d'améliorer leur santé tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives, un nouvel "horizon d'attente". La disponibilité des trithérapies va considérablement modifier la prévalence de l'épidémie et l'image publique de celle-ci. Ensuite, après plusieurs années d'attente, Dialogai va disposer d'un nouveau local bien plus vaste que le précédent et permettant la tenue d'activités festives de grande ampleur dans le lieu même. Un nouveau type d'activités, les soirées "Genfshaft", vont en particulier rassembler une nouvelle population autour de moments festifs et d'échanges sexuels (le nouveau local dispose en effet d'un espace retiré pouvant être utilisé à cette fin). Enfin, lié aux deux éléments précédents, on retrouve plusieurs mentions dans les archives du comité de tensions entre les membres au sujet de la politique que doit mener Dialogai, tensions qui vont se solder par une crise ouverte<sup>50</sup>.

Lors de l'élection du nouveau comité en 1997, les oppositions s'observent de manière symptomatique dans les lettres de candidatures au comité : L'un des candidats, actif depuis quelques années au sein de l'association, écrit : « La lutte sida me paraît avoir été mise à l'écart. Les actions ne sont menées que durant une partie du temps des permanents alors que leur salaire, à ma connaissance, ne recouvre que le travail sida. De plus, l'association doit également œuvrer bénévolement dans ce domaine. L'ouverture sur le monde ainsi que l'accueil homosexuel sont délaissés au profit de l'argent, les locaux sont utilisés pour la rentabilité quasi exclusive et dans certains cas leur utilisation nuit gravement à notre image »<sup>51</sup>. En revanche, un jeune membre écrit : « Si le sida et sa prévention doivent rester des domaines privilégiés de l'association, les [nouveaux locaux] permettent de nouvelles et originales occupations. Dialogai a maintenant pignon sur rue, à nous d'en profiter »<sup>52</sup>. Mais la charge la plus lourde viendra sans doute de Fabrice, actif depuis plus de dix ans dans l'association, s'étant forgé une solide réputation de spécialiste dans le domaine du sida et des assurances sociales :

« La réaffirmation des bases éthiques du travail de Dialogai me paraît très importante, en particulier à propos du travail réalisé dans le domaine du sida. [...] Je souhaite que nous n'oublions pas les acquis obtenus dans le contexte de notre mobilisation contre le sida. [...] La reconnaissance que nous avons obtenue pour le travail sida de la part des autorités genevoises n'est pas un mince acquis. Il implique de notre part la conscience d'une responsabilité sociale. En face de moi, chaque jour, depuis bientôt trois ans, il y a la chaise vide de Martin. Ce qui me donne malgré tout un peu d'optimisme c'est qu'aujourd'hui bon nombre de chaises ne sont pas vides. Et que l'action énergique que Dialogai a entreprise il y a juste un an pour exiger la mise à disposition sans délai des multithérapies antivirales n'y est pas étrangère... Merci quand même de vous en souvenir ! »<sup>53</sup>.

---

toute reconnaissance d'une quelconque légitimité à intervenir dans ce domaine. Lors de cette « campagne d'exclusion », les membres de Dialogai sont particulièrement actifs. On retrouve ici un mécanisme d'exclusion analysé entre autre par Joshua Gamson. GAMSON (Joshua) « Messages of Exclusion : Gender, Movements, and Symbolic Boundaries », *Gender and Society*, vol. 11, no. 2, avril 1997, pp. 178-199.

<sup>50</sup> Un comité spécial est organisé en février 1997, ce « au vu de la crise aiguë et des difficultés que rencontre actuellement le comité – tant dans son fonctionnement que dans les conséquences humaines qui peuvent en découler ». Archives Dialogai, appel au comité du 6 février 1997 (C2-D).

<sup>51</sup> Archives Dialogai, Dossier « Lettres de candidature au comité 1997 » (C2-L), lettre de Georges.

<sup>52</sup> *Ibid.*, Lettre de Johann.

<sup>53</sup> Archives Dialogai, Dossier « Lettres de candidatures au comité 1997 ». (C2-L), lettre de Fabrice.

Cette crise va provoquer le départ du comité de nombreux anciens membres, dont Fabrice et de l'un des deux permanents. Si certains anciens demeurent quelque temps encore, on constate qu'au début de l'année 1998 le comité est entièrement remodelé et qu'il intègre en majorité de jeunes gays, pour la plupart étudiants issus du groupe Jeune Gays de Dialogai et de l'association Unigaie de l'Université de Genève<sup>54</sup>. L'équipe des permanents subit elle aussi de fréquents turnover, avec de nombreux départs et transformations des cahiers de charge.

On voit ici à quel point la mise sur le marché des trithérapies, en permettant d'une part une amélioration de la santé des personnes atteintes par le virus et, d'autre part, la transformation de l'image publique de la maladie, peut peser sur la redéfinition de l'identité collective du groupe, provoquant des luttes entre la génération des premiers militants, issus du GHOG ou présents dès les débuts de Dialogai et la nouvelle génération moins sensibilisée à la problématique du sida. La défection des premiers n'est cependant pas à appréhender sous le seul prisme de divergences idéologiques, mais également comme un signe de l'absence de reconnaissance du travail fourni par les militants réunis autour de la cause sida. On peut en ce sens parler d'un processus de *désidentification*, autrement dit d'un remaniement de l'identité sociale des acteurs qui passe par une recomposition des différentes insertions des acteurs sociaux. Leur défection sera progressive, faisant suite à l'ambiance assassine qui règne dans les comités, où insultes et railleries ne sont pas rares<sup>55</sup>.

De manière similaire avec ce qu'a montré Catherine Leclerc dans le cas du désengagement du PCF, on pourrait dire que « l'exit vient ainsi sanctionner, plutôt qu'un mécontentement clairement défini et d'emblée "durci" dans la conscience des militants, un désajustement d'abord diffus, indissociablement affectif et cognitif, intuitif et réflexif, progressivement exprimé au contact de l'entourage immédiat »<sup>56</sup>. Cette désidentification est donc associée à une baisse des rétributions du militantisme qui s'observe aussi bien par un désajustement par rapport à la nouvelle ligne idéologique de l'association que par une remise en question des autres rétributions symboliques (affective, de valorisation de soi), que procure l'engagement. C'est en ce sens également qu'il faut comprendre le lien entre transformation de l'identité collective d'un groupement et remaniement de l'identité sociale des membres. Comme le mentionne Daniel Gaxie, « C'est en agissant pour la cause que les militants retirent diverses satisfactions. L'investissement dans la cause n'est donc pas un élément indépendant et distinct des intérêts militants qui serait invoqué pour les justifier ou les occulter, mais un élément le plus souvent intrinsèquement attaché à tout ce qui donne du prix au militantisme. Ce sont les finalités officielles de l'action collective, telles qu'elles sont perçues par chaque

<sup>54</sup> Alexis, cofondateur de Dialogai, quitte sa fonction de trésorier-secrétaire en 1998. Fabrice ne se présente plus au comité en 1998, après près de 15 ans de présence. Dans le journal de l'association, la présentation du comité pour l'année 1997 est la suivante : « Le nouveau comité (enfin restreint) sorti des urnes le 10.04 est formé de nouvelles têtes (que j'espère bien pleines) et de cœurs fraîchement greffés (que je souhaite généreux). A eux et à quelques anciens vont ma sympathie et mes encouragements. Mais aussi quelques remarques circonstanciées et un rappel : ce comité va devoir faire la part entre les tenants soit de "l'ouverture" (création, renouvellement, élargissement des concepts cadres de fonctionnement de Dialogai), soit ceux de la "fermeture" à toute nouveauté d'où qu'elle vienne, le plus souvent d'ailleurs par simple réflexe de peur lié à l'ignorance et aux préjugés défavorables qui en découlent, soit encore par la pratique de la "chasse gardée" » Archives Dialogai, *Dialogai Infos*, no 76 juin-juillet 1997, « L'avenir nous le dira », p. 26.

<sup>55</sup> Robert, d'abord responsable du groupe solidarité sida puis engagé en 1992 en tant que permanent salarié, écrit par exemple au comité en février 1997 pour regretter « de trouver dans un PV des remarques désobligeantes, surtout à propos des absents [il était lui-même absent] ». Un membre du comité, engagé depuis 1991 et responsable du groupe des Gays mariés, écrit lui-aussi au comité en 1997 pour signifier sa démission, mettant en cause « l'ambiance souvent hargneuse ces derniers mois ». Archives Dialogai, « Quelques remarques à propos du PV de la séance du 6 février » (C2-H) et « Lettre au comité du 10 mars 1997 » (C2-O).

<sup>56</sup> LECLERC (Catherine), « "Raisons de sortir". Le désengagement des militants du Parti communiste français », in FILLIEULE (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, pp. 131-154, p. 145.

participant ou sympathisant, qui donnent du sens et de la valeur aux rétributions du militantisme »<sup>57</sup>. Dans le cas des militants de la première génération, les finalités de l'action sont perçues comme étant profondément transformées par rapport à ce qui les avait poussé à adhérer ou au sens donné à leur action façonné par la fréquentation de l'association<sup>58</sup>. C'est sans doute Nicolas, l'un des fondateurs de Dialogai, qui renoue timidement son engagement à l'association à cette période, qui saisit le mieux les multiples éléments de cette crise, comme on peut le lire dans le long extrait qui suit :

« Pour moi, l'évolution est très claire. C'est que tout d'un coup, il y a ici, il y a eu une crise – exactement quand je sais pas mais – qui fait que l'ancien comité sida, tous les gens qui avaient l'expertise et qui avaient énormément donné volontairement ont quitté. Alors ce phénomène on le trouve un peu partout, ici ça se passe aussi à travers les crises mais c'est un phénomène de lassitude simplement, des gens qui se sont épuisés, des gens qui étaient peut-être eux-mêmes séropositifs, il y a des gens qui sont décédés. Et on passe je pense avant le Congrès mondial<sup>59</sup> à un nouveau comité où la nouvelle image et la force est donnée sur la convivialité et le retour de la sexualité, je veux dire dans les groupes. Partout ! [...] Et là c'est un changement radical qui est exactement lié à l'apparition de nouveaux traitements, et donc le fait que le sida fait moins peur et que les séropositifs redeviennent, je dirais, ouvertement sexuellement actifs, même si c'est pas marqué sur les gens hein ! Et il y a une phase à Dialogai qui est celle où c'est le convivial qui prend le dessus. [...] En même temps s'est créée 360<sup>60</sup>. [...] Et très clairement pour moi 360 se profile aussi sur l'aspect fun, on organise des parties, on a une politique sociale, on fait des prix à l'intérieur. Et l'effet du travail de Dialogai sur la communauté, alors **c'est aussi un paradoxe, c'est que c'est vu, en particulier par les jeunes, comme une organisation sida, voire une organisation de séropositifs. Dialogai est le lieu, le témoin de l'histoire de la maladie, c'est le lieu de la maladie. Et qu'il y a besoin d'autre chose.** [...] Il y a d'une part que l'organisation a vieilli, donc elle était accompagnée par les gens de la génération un peu des fondateurs, essentiellement. Et d'autre part, avec la création ici de parties avec thèmes sexuels – il y en a eu des magnifiques – on sent qu'il y a un deuxième sous-groupe, qui est celui je dirais des gens qui, de la communauté gay qui aime les sex parties, sexualité de groupe, il y a eu beaucoup de bruit qui ont couru là autour mais c'est vrai qu'il y a eu ça. [...] Et simplement c'est arrivé tout d'un coup à un champ de tensions de nouveau assez fortes ; Dialogai étant de plus en plus subventionnée par rapport au travail sida, il y a de nouveau eu une nouvelle augmentation, il devient contradictoire je dirais d'organiser des soirées centrées sur le fun et le sexe alors que l'Etat attend de cette organisation qu'elle se concentre sur le sida et maintenant MST et autres. Et c'est, je pense, la crise qui a eu lieu c'est qu'il y a forcément eu à l'avantage de Dialogai la possibilité avec les subventions de développer les activités conviviales – je ne parle pas de détournement d'argent – mais en fait le fait d'avoir des professionnels qui consacrent un peu de temps à faire autre chose que de la santé et du sida, et que ça a tout d'un coup créé une confusion. On arrivait plus très bien à voir en fait dans cet argent qui circule, à quoi sert-il ? »<sup>61</sup>.

<sup>57</sup> GAXIE (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol. 11, no 1, pp. 157-188, p. 174.

<sup>58</sup> Fabrice en est sans doute le cas le plus frappant. Il acquiert au cours de sa fréquentation de l'association une solide formation dans le domaine des assurances sociales, à tel point qu'il est consulté sur certains dossiers par l'Office fédéral de la santé publique au titre d'expert. Son ami, Martin, décède du sida en 1994. A partir de ce moment, il quitte le comité du Groupe sida Genève, où il représente Dialogai, en leur écrivant : « je ressens aujourd'hui le GSG comme un monstre froid dont tous les membres du comité et du personnel m'ont paru indifférents à la maladie et Martin et au deuil que je continue à vivre (et à vivre mal car je ne prétends nullement à l'exemplarité de mes réactions face au malheur). Pas une seule visite, pas un seul appel téléphonique spontané de la part d'une association qui vit sur le créneau du sida... Il y a de quoi laisser une certaine amertume, une blessure au cœur ». Dialogai représente encore un moyen pour lui de mener cette lutte de manière plus humanisée, jusqu'à ce que le nouveau comité fasse passer la lutte contre le sida au second plan de son action. Archives Dialogai, « Lettre de Fabrice au comité du GSG », 12 janvier 1996. (C2-C).

<sup>59</sup> Le Congrès mondial sur le sida se déroule à Genève du 28 juin au 3 juillet 1998.

<sup>60</sup> Voir infra.

<sup>61</sup> Entretien Nicolas.

On constate ici que la maladie joue un rôle important non seulement en termes d'orientation du collectif et d'identification de ses membres, mais aussi dans l'image qu'elle véhicule à l'extérieur. Lieu de la maladie, lié à une dénouement mortel que les trithérapies semblent enfin permettre d'enrayer pour les uns, légitimant ainsi le travail à poursuivre ; lieu de convivialité, de solidarité et de fête pour d'autres, la crise de 1997 rend visible cette tension et cette difficile coexistence entre un passé que d'aucuns souhaitent estomper. Anthony, qui fréquente l'association depuis fin 1996, évoque lui aussi ce phénomène :

« Mais je pense que ça a créé une scission effectivement entre – qui existe toujours à mon avis – entre Dialogai et la communauté. Et comme ce n'était pas qu'un – c'est d'abord une association qui a été créée pour lutter contre le vih, l'émergence, donc c'était réunir des gens qui se sentaient dans une problématique commune, l'aspect convivialité s'est créé par des gens qui ont envie aussi de partager d'autre chose. Donc c'est resté et ça restera toujours une association sida où on n'a pas forcément envie d'aller, les gens qui viennent ici majoritairement, qui franchissent la porte – en tout cas la journée – sont surtout pour des questions relatives à la santé, peut-être plus largement maintenant parce qu'on fait un travail un peu plus en amont par rapport aux différents états de bien-être. Et puis après t'as l'autre côté, le convivial, où là les gens viennent que pour ça, et ne savent pas forcément ce qu'est Dialogai. Et pas forcément l'envie de s'y intéresser parce qu'on n'est pas concerné, et on n'a surtout pas envie forcément d'entendre tout. C'est bien là la difficulté de faire se rejoindre les deux choses. Et est-ce que c'est possible ? »<sup>62</sup>

Pendant un temps, on peut penser que le pôle constitué par la lutte contre le sida n'est plus l'un des éléments centraux, constitutifs de l'identité collective du groupe, ni l'un des motifs privilégié d'adhésion à l'association. Cependant, deux facteurs vont influencer sur le maintien du pôle santé et sida, même s'il garde un poids plus faible que précédemment. D'une part, l'espace associatif homosexuel genevois se transforme avec la création d'une nouvelle association davantage LGBT<sup>63</sup>, 360, créée en partie par quelques membres de Dialogai et se déclinant sur trois axes : associatif, festif et médiatique (avec la création d'un journal). Cette nouvelle association, disputant la suprématie de Dialogai au niveau local, fait craindre au comité de Dialogai une forte défection de ses membres, malgré les assurances données sur ce point par 360<sup>64</sup>. C'est en effet au moment même où Dialogai entreprend son repositionnement au sein de l'espace associatif homosexuel, en mettant en avant une dimension plus festive, qu'apparaît 360 dont la ligne est précisément axée sur le pôle communautaire et festif. Dans ce domaine, la lutte contre le sida demeure un des axes distinctifs de Dialogai au sein de l'espace associatif homosexuel genevois. D'autre part, la Conférence mondiale sur le sida, qui se déroule à Genève en été 1998, provoque un afflux des subventions des pouvoirs publics à destination de Dialogai dans le domaine de la lutte contre le sida, ce qui va peser sur le maintien du pôle santé au sein des activités associatives.

### *Le retour en force du pôle santé-sida : une conjonction de facteurs internes et externes*

Jusqu'en 2002, l'association va recruter et fonctionner en mettant en avant la dimension communautaire et festive. Pendant cette période, les fêtes et actions coûtent de plus en plus cher, et on assiste parallèlement à une augmentation du nombre de postes salariés, toujours axés sur le pôle festif, à tel point que l'association clôt l'année 2001 avec un

<sup>62</sup> Entretien Anthony.

<sup>63</sup> Lesbienne – Gay – Bisexuel – Transgenre.

<sup>64</sup> Lors d'une rencontre avec des membres 360, ceux-ci déclarent : « Il s'agit de complémentarité plutôt que de concurrence ou de scission. La majorité des personnes fondatrices ne vient pas de Dialogai. La nouvelle association amènera des gens qui n'étaient impliqués dans aucune association auparavant ». Dans les faits, plusieurs membres fondateurs étaient précédemment impliqués au comité de Dialogai. Archives Dialogai, PV du comité du 26 février 1998 (C3-C).

important déficit. Une coordinatrice, Isabelle, va être nommée en mai 2002 pour tenter d'enrayer cette situation. En collaboration avec Nicolas, elle va mettre fin à certains contrats de travail<sup>65</sup>. Par ailleurs, depuis 2003, Dialogai a comme projet la mise sur pied d'un centre de test VIH/MST et conseil, sous l'impulsion de Nicolas. Ce dernier va faire pression auprès du comité pour que cessent les soirées de type "Genfshaf", arguant que l'on ne peut obtenir de subventions pour le travail dans le domaine de la santé-sida tout en organisant des soirées centrées sur le sexe. Cet argument va être entendu, le comité décidant « de cesser immédiatement de mettre à disposition toute infrastructure destinée à la consommation de sexe dans les locaux de Dialogai »<sup>66</sup>.

Sans vouloir imputer à un seul acteur la transformation de l'action de l'association, il reste évident que l'implication active de Nicolas va considérablement contribuer à remettre au centre le pôle santé-sida. En négociant un poste salarié dans le domaine, en développant un centre de dépistage VIH/MST là où se situaient précédemment les "darkrooms", lieux d'échanges sexuels, et ce dans un contexte de recrudescence des infections recensées dans la catégorie des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH), Nicolas et son groupe d'amis vont consolider le travail de Dialogai sur le plan de la santé-sida, dans le cadre d'un nouveau concept intitulé Projet santé gaie. Pour ce faire, il dispose de ressources acquises au cours de son parcours militant, et notamment des liens tissés avec les acteurs des pouvoirs publics genevois du domaine de la santé. Il bénéficie principalement du soutien du médecin cantonal genevois délégué pour les maladies transmissibles, de Bernard Hirschel, chef de la division des maladies infectieuses à l'hôpital universitaire genevois et de l'appui de la cheffe de la Division générale de la santé (DGS).

La pression des pouvoirs publics se fera particulièrement sentir au printemps 2004, lorsque le comité décide de ne pas reconduire Nicolas à son poste, au motif de prétentions salariales jugées exagérées par le comité et par Isabelle. Bernard Hirschel va demander à rencontrer le comité. Lors de cette séance, Bernard Hirschel, tout en précisant être le porte-parole de la cheffe de la DGS, indique : « Nous avons constaté que la prévention chez les HSH est insuffisante. Peut-être que la subvention de l'Etat n'a pas été par le passé utilisée de façon optimale. Nous avons connu des difficultés avec Dialogai, nous avons connu par le passé des instabilités à l'intérieur de Dialogai et des instabilités comptables parfois aussi »<sup>67</sup>. Pour la DGS, la stabilité passe par le maintien des postes d'Isabelle et de Nicolas, et elle entend conditionner son soutien financier à leur présence. Les membres du comité réagissent vigoureusement face cette intrusion des pouvoirs publics. Un des membres du comité déclare à Hirschel : « En clair, vous nous dites que nous n'avons pas le choix. Avec ou sans Nicolas, il y a mise en danger du Projet santé gaie et de Dialogai. Ceci est difficile. Dialogai n'est pas seulement le Projet santé gaie, mais ce qui est choquant c'est votre diktat : c'est cela ou rien. Alors Dialogai n'est plus une association mais nous devenons une succursale du département »<sup>68</sup>. Une seconde réunion est organisée, mais le comité maintient sa décision de se séparer de Nicolas. C'est lors de l'Assemblée générale du mois d'avril que se joue

---

<sup>65</sup> Pour être plus précis, les engagements s'effectuaient jusque là souvent sur la base d'un cahier des charges composé à la fois de tâches consacrées au pôle festif et de tâches dans le domaine du travail social au sens large, incluant santé-sida et écoute liée à l'homosexualité. En octobre 2002, le comité examine, sous l'impulsion de Nicolas et de la nouvelle coordinatrice, le renouvellement de contrat d'un salarié devant organiser les festivités et s'occuper de l'accueil. Alors que son travail d'organisation des festivités est unanimement loué, les membres du comité expriment en revanche leur « insatisfaction générale en ce qui concerne l'accueil, la logistique et la gestion donc pas de renouvellement du contrat ». Archives Dialogai, PV de la séance du comité du 2 octobre 2002.

<sup>66</sup> Archives Dialogai, PV de la séance du comité du 30 septembre 2003.

<sup>67</sup> Archives Dialogai, PV de la séance du comité du 8 mars 2004.

<sup>68</sup> *Ibid.*

l'épilogue, le comité démissionnant en bloc au profit d'un nouveau comité acquis à la nouvelle orientation impulsée par les pouvoirs publics. Isabelle, la coordinatrice, démissionne également pour la fin du mois d'août. Le pôle santé-sida bénéficie ainsi de l'intervention des pouvoirs publics et marque un retour en force au sein de l'association<sup>69</sup>.

On remarque ici que Dialogai est indissociablement liée à l'espace associatif de lutte contre le sida et aux rapports de force qui s'y jouent. Pendant un temps, l'insertion au sein de l'espace associatif homosexuel a pu être prégnante, favorisée en cela par une modification de l'image publique de l'épidémie, par un retrait des premiers militants de Dialogai et par un recentrage sur des activités conviviales et festives. Toutefois, l'association vit surtout grâce aux subventions des pouvoirs publics dans le domaine de la lutte contre le sida, en y revendiquant la spécificité de son action à l'égard de la population homosexuelle. Ce double ancrage est tout à la fois un moyen de distinction au sein des deux espaces : en mettant en avant le pôle sida au sein de l'espace associatif homosexuel (pour se distinguer de 360 par exemple) ; en mettant au centre la nécessité d'une association homosexuelle au sein de l'espace associatif de lutte contre le sida (par rapport au Groupe sida Genève notamment). Mais cette marge de manœuvre à l'intérieur des deux espaces a aussi des limites, comme le montre la pression des pouvoirs publics pour l'engagement de Nicolas. C'est, au point de vue externe, entre ces deux pôles que se dessine l'identité collective de Dialogai. A l'interne, cette tension est également présente et les investissements différenciés des militants, les luttes et alliances entre défenseurs du pôle santé-sida et défenseurs du pôle festif vont peser sur la constitution d'une image pour soi et d'une image pour autrui. Cette tension est très particulière à Dialogai, et découle directement de l'engagement des premiers militants dans un contexte où émerge l'épidémie de sida. A l'inverse, elle est absente à Juragai, association mettant en avant l'entre-soi et la visibilité de l'homosexualité dans le canton du Jura.

### **Juragai : un espace protégé de sociabilité**

Fondée en 1999, dix ans après que le canton du Jura se fut doté d'une antenne de l'Aide suisse contre le sida (Groupe sida Jura), Juragai représente un contraste intéressant avec Dialogai. Juragai émerge à une période où l'espace associatif homosexuel en Suisse s'est développé au point de disposer d'associations dans de très nombreux cantons germanophones, et dans tous les cantons francophones à l'exception du canton du Jura (il n'y a pas non plus d'association lesbienne). C'est véritablement avec l'implication de Thomas, secrétaire romand de l'Association Pink Cross, que va se concrétiser la création de Juragai. Le secrétariat de l'association faîtière des gays suisses souhaite en effet la présence d'une association homosexuelle dans chaque canton francophone.

Ce souhait à lui seul n'est évidemment pas suffisant pour expliquer l'implantation de l'association jurassienne. Les conditions de possibilité d'une mobilisation associative repose en partie sur les liens d'interconnaissance entre Thomas, ancien de Dialogai, actif au comité entre 1994 et 1996, et Anthony, Jurassien rencontré lors d'activités organisées par Dialogai en 1996. Thomas joue ainsi le rôle, au moins en partie, de « passeur » des connaissances et savoir-faire acquis au cours de ses années de lutte dans l'association genevoise. Lorsqu'il

---

<sup>69</sup> La tension ne disparaît évidemment pas. Lors de l'Assemblée générale de Dialogai, en avril 2005, j'ai pu assister à une grande discussion au sujet du budget, dont le détail reposait sur deux axes (le pôle santé et le pôle communautaire). Plusieurs intervenants ont déploré le manque de moyens alloués au pôle communautaire. Un des membres a notamment déclaré : « on n'a même pas de quoi refaire le plancher du bar et racheter une platine CD alors qu'il y a un tas d'argent pour le centre de test ». Nicolas lui rétorque qu'il est impossible de financer des activités conviviales avec de l'argent reçu sur mandats, et qu'il faut chercher des sponsors et d'autres modes de financement. AG de Dialogai, 27 avril 2005, notes de terrain.

rencontre Anthony, ce dernier réside et travaille dans le canton du Jura, mais fréquente l'association comme usager depuis qu'il entretient une relation amoureuse avec un Genevois, membre des Gays Motards de Dialogai.

Le fait de côtoyer d'autres gays à Dialogai avait permis à Anthony de faire la connaissance d'un Jurassien avec lequel il avait cherché à monter un groupe dans le canton du Jura en 1996. Ils avaient publié une annonce dans un quotidien local, et obtenu en réponse une trentaine de lettres dans la case postale ouverte à cette occasion. Une réunion avait été organisée, montrant à la fois la demande existant dans le canton mais aussi les difficultés d'organiser une mobilisation, comme le souligne Anthony :

« Et puis on s'était retrouvé une trentaine de personnes ! Donc on avait loué une salle pour avoir un espace protégé et on a fait un repas. On avait pas mal discuté avec ce copain jurassien. On avait essayé d'expliquer pourquoi on avait fait cette démarche, pourquoi c'était important. Je pense que c'était surtout par rapport à notre vécu. On avait parlé de cette difficulté à rencontrer des gens et de cette souffrance, et peut-être un groupe de parole dans un endroit neutre, protégé où on pouvait être soi-même sans qu'on doive occulter ou mettre de côté un tas de choses, vraiment oser parler, ben que ça pouvait être quelque chose d'intéressant. Donc on parle de ça, et puis après on demande si des gens ont envie de faire part de leur vécu. Et puis les gens ont commencé, chaque personne parlait de ce qu'elle vivait, ce qu'elle faisait, des difficultés. On s'est dit en conclusion, ce serait peut-être bien qu'on se revoit. On a peut-être été un petit peu trop rapides dans le sens qu'on a voulu créer, construire, mettre des structures assez rapidement, disant, bon ben, c'est vrai qu'on est les deux mais ce serait bien qu'il y ait des gens qui donnent un coup de main, qu'on se voit pour organiser tout ça. Et puis là il n'y a pas eu de réponse, dans le sens où je pense c'était pas possible. C'était déjà un tel pas de venir là en sachant qu'ils risquaient de rencontrer des gens qu'ils côtoyaient tous les jours, dans la rue, dans le train n'importe où, donc de se livrer, de se dévoiler, et c'était un pas énorme. Donc ça a pas abouti. On a fait une autre réunion et puis après c'était parti un peu aux oubliettes »<sup>70</sup>.

Cet extrait montre deux choses. D'une part, il vient appuyer l'idée selon laquelle le groupe peut être considéré comme un élément de la structure de plausibilité permettant d'affirmer, ne serait-ce que provisoirement, une orientation socio-sexuelle stigmatisée, distincte de l'ordre hétérosexiste. D'autre part, il nous renseigne sur les coûts et les risques de la mobilisation. La mobilisation peut certes être coûteuse, en temps notamment, mais c'est surtout les risques, en tant qu'anticipations subjectives du coût de la participation qui sont ici déterminants. Le refus de s'engager dans un mouvement qui pourrait à terme déboucher sur une visibilité des membres montre bien quelle pouvait être la perception par les personnes présentes de l'homophobie dans un canton faiblement urbanisé et à forte proportion de catholiques déclarés<sup>71</sup>. Là, au contraire de l'anonymat de la ville de Genève, la possibilité de demeurer incognito semble moindre (lors d'une discussion avec un membre de Juragai, ce dernier me déclarait avoir été « surpris lors de sa création de voir qu'il n'était pas le seul gay dans le Jura »<sup>72</sup>).

Le projet de création d'une association est donc mis en veille, et va être relancé sous l'impulsion de Thomas en 1999. Son savoir-faire, ses contacts avec d'autres acteurs susceptibles de connaître des personnes prêtes à s'investir dans un mouvement vont permettre le lancement de Juragai.

---

<sup>70</sup> Entretien Anthony.

<sup>71</sup> En 1990, 81.1 % de la population jurassienne se déclare catholique, et 75 % en 2000 (contre 46.2 % en 1990 et 41.8 % en 2000 pour l'ensemble de la Suisse). République et canton du Jura, bureau de la statistique, « Population résidante selon la religion, en nombres absolus et en %, en 1990 et en 2000 », janvier 2003. A titre de comparaison, le pourcentage de catholique déclarés à Genève en 2000 s'élève à 39.5 % (et 17.4 % de protestants). Source : Office fédéral de la statistique, « recensement de la population pour l'année 2000 ».

<sup>72</sup> Juragai, notes de terrain.

« Un jour avec Thomas on s'était dit, peut-être que ce serait bien de monter Juragai, enfin c'était Thomas surtout qui avait mis en évidence le fait que ce serait important qu'il y ait aussi dans tous les cantons une association. Donc il avait discuté avec moi, voir si je connaissais des gens, ce qui s'était passé. Je lui ai dit "écoute pas tellement". Et ce qui s'est passé c'est que Thomas a pris contact, sauf erreur, avec Louis, qui était travailleur social au Groupe sida Jura, en lui parlant de la pertinence de créer quelque chose. Et le Groupe sida Jura avait donné une réponse positive, dans le sens où il y avait des besoins des gays de la région, parce que potentiellement il y en avait qui venaient, c'était un peu l'élément centre, on savait par le biais du vih/sida et de la communication qui s'en faisait dans la presse qu'il y avait probablement une écoute attentive et de non-jugement, d'empathie. Et donc j'ai discuté avec lui, en demandant aussi à Louis s'il connaissait des gens. Et il connaissait Chantal. Ce qui fait qu'on a organisé une réunion à Delémont où on s'est retrouvé Chantal, Louis, Thomas, Jacques – mon copain à l'époque – et moi-même, et on a monté les statuts. Thomas était d'un grand secours à ce niveau-là et il s'était mis au comité aussi. Parce que c'est vrai qu'on n'avait pas assez de monde »<sup>73</sup>.

Quelques mois après la création, Thomas se retire du comité et laisse les "profanes" en charge de l'association. Les débuts consistent en l'organisation d'activités épisodiques (repas principalement), l'association ne disposant pas de local. Ils fréquentent parfois ceux du Groupe sida Jura, préférant toutefois se réunir dans des endroits plus neutres. En termes de visibilité, deux articles sont publiés dans la presse locale pour mentionner l'existence du groupe, mais il n'y a pas de stratégie active de recrutement autre que le bouche à oreille. Regroupant une vingtaine de membres, dont quelques lesbiennes, les activités sont donc principalement des moments où la sociabilité homosexuelle peut être vécue en mettant entre parenthèses l'hétérosexisme dominant : lieux d'échanges, pouvant parfois déboucher sur une relation intime vécue dans un autre endroit, d'affirmation protégée d'une différence, mais sans structurations de groupes distincts comme à Dialogai.

« et puis c'est vrai qu'on a organisé des réunions de façon épisodique je saurais plus te dire vraiment, peut-être une-deux fois par mois, où l'intérêt premier c'était de, que les gens se rencontrent, hein, et ça correspondait vraiment à un besoin. Parce que pour la plupart, pour la plupart des gens je crois que ce qui m'a un petit peu, ce que j'ai constaté c'est que... les gays qui venaient là, ce sont pas des personnes qui ont fait de grandes études, donc qui ont pas forcément déménagé, qui ont grandi là, vécu là, qui ont leur famille, et puis qui ont des postes de...d'employés, ça peut-être employés de banque ou dans des usines et que potentiellement, apparemment, c'était difficile pour elles de vivre et même de parler de leur homosexualité parce que les discriminations étaient relativement fortes »<sup>74</sup>.

Au contraire de Dialogai, les membres de l'association ne cherchent pas au début de Juragai une forte visibilité de l'association. Juragai était peu tournée vers l'extérieur, n'effectuant pas de travail de lobbying politique. On peut y voir quatre raisons. En premier lieu, ce groupe s'est constitué moins "contre" que "pour" : moins contre une législation discriminatoire à combattre ou contre des pratiques homophobes (dans les relations de travail par exemple), mais davantage pour offrir un lieu protégé de sociabilité. Deuxièmement, tout se passe comme si les premiers membres avaient intériorisé l'image d'un contexte social extrêmement peu réceptif à une telle affirmation identitaire<sup>75</sup>. Au contraire de centres urbains

<sup>73</sup> Entretien Anthony.

<sup>74</sup> Entretien Anthony.

<sup>75</sup> Je ne dispose pas encore du détail exact de l'origine sociale des membres, mais tout laisse à penser, comme l'indique le témoignage d'Anthony, que les membres occupent tendanciellement une position relativement dominée dans l'espace social, et ont de ce fait de moins de ressources pour faire face à l'hétérosexisme dominant. Sur les 121 questionnaires envoyés, 27 ont pour l'heure été retournés (soit 25 %, 19 hommes, 11 femmes). Parmi les hommes, on trouve six infirmiers/aide-soignants, quatre secrétaires/employés de commerce, deux employés des transports publics, deux enseignants, deux vendeurs deux personnes exerçant une activité libérale et un agent de sécurité. Parmi les femmes, cinq sont infirmières ou aide-soignantes, trois sont enseignantes, une est médecin et deux sont cadres dans le privé. On constate, d'une part, que la plupart des

comme Genève, il n'y avait en effet aucune scène homosexuelle (tels que saunas, bars, ou encore parcs, le plus proche lieu de drague étant à proximité de la frontière française). A cela s'ajoutaient les deux dimensions précédemment évoquées, soit la petitesse du centre urbain et la forte proportion de catholiques déclarés. Signe de cet estompage, les premiers articles publiés par les membres du collectif l'étaient sous noms d'emprunt. Troisième élément, la mixité a pu contribuer à rendre plus difficile l'élaboration d'une parole unifiée qui s'adresse à l'extérieur<sup>76</sup>. Enfin et au contraire de ce qu'on a pu voir dans le cas genevois, l'adhésion à Juragai constitue pour beaucoup un premier engagement (sur 30 questionnaires, seuls deux hommes et deux femmes avaient une appartenance politique, syndicale ou associative préalable). C'est davantage au cours de l'engagement, en menant notamment campagne sur la Loi sur le partenariat enregistré pour les personnes de même sexe, que les membres vont acquérir une compétence politique.

### *La Pride comme élément d'affirmation d'une identité collective*

L'organisation d'activités (repas, présence aux Lesbian & Gay Pride) va se poursuivre sans changements notoires jusqu'en 2001, date à laquelle Juragai va disposer d'un local lui permettant d'organiser une permanence deux fois par mois à destination des gays et lesbiennes et de mettre à disposition des revues sur l'homosexualité, des magazines et du matériel de prévention fourni par le Groupe sida Jura. Le nombre de membres cotisants (une cinquantaine) reste stable entre 2000 et 2003, pour s'accroître à 75 en 2004 et une petite centaine en 2005. Cette augmentation est liée à l'organisation de la Lesbian & Gay Pride à Delémont, qui va à la fois favoriser la visibilité de l'association et lui permettre d'affirmer son identité collective. Réunissant 5000 personnes, la manifestation a pour slogan « FaiRE CONNAISSANCE ». L'objectif des membres de Juragai est en effet de faire connaître la communauté homosexuelle aux Jurassiens et le Jura aux homosexuels<sup>77</sup>. Joël, membre du comité de Juragai et du comité d'organisation de la Pride, montre bien en quoi l'organisation de cette manifestation a pu être structurante à plus long terme pour l'association :

« Je pense que ça devait être à l'assemblée générale, une assemblée générale début 2002 où on avait dit ben on va, on avait voté êtes-vous d'accord d'organiser une Pride, et puis à ce moment là on avait créé un comité différent de Juragai pour faire la Pride, pour organiser la Pride. Puis c'est là je pense que ça a donné un bon coup à Juragai, où ceux qui sont venus au comité Pride étaient les mêmes qu'au comité, mais avec quelques personnes en plus de la région. Et puis c'est là que ça a créé un boom pour Juragai parce que ceux qui venaient au comité Pride venaient aussi au comité de Juragai et puis ça a donné plus de force. Et puis pendant l'organisation de la Pride on a eu le local, donc on a pu faire d'autres activités, on a... ouais ça a donné vraiment un bon coup à l'association. Ouais et puis après la Pride ceux qui étaient au

---

professions citées ici sont considérées comme des métiers féminisés au sein du marché du travail et, d'autre part, qu'à l'exception des deux médecins et des deux enseignants du supérieur ils reposent sur des titres sanctionnant un capital scolaire peu élevé.

<sup>76</sup> Fin 2004, l'association compte 24 femmes et 93 hommes. Pour les gays interrogés à ce sujet, dominants numériquement au sein de Juragai (ce qui se traduit également dans le nom donné à l'association), la cohabitation de gays et de lesbiennes ne semble pas poser de problèmes. Toutefois, lors de la passation des questionnaires, un témoignage reçu par une femme laisse supposer que des tensions existent à ce niveau : « Ce questionnaire est typique de ce que reproche aux groupes mixtes homosexuels : prédominance de la problématique hommes [...], absence de la problématique féministe, de l'inégalité hommes/femmes (pas de question du type : pensez-vous que les femmes soient suffisamment présentes à Juragai, qu'elles peuvent y exprimer leur sensibilité propre etc. etc.) ce reproche est une des raisons importantes à mon absence de participation active à Juragai ». Source : Archives Juragai, « Qui sont les membres de Juragai ? » et « Commentaire au questionnaire J-D ».

<sup>77</sup> Si la manifestation ne suscite pas d'opposition officielle de l'Eglise, une contre-manifestation sera toutefois organisée par des groupements évangéliques dans un village voisin pour célébrer les valeurs familiales.

comité Pride sont restés au comité de Juragai donc il s'est agrandi, jusque-là on était que quatre.

*Et puis qu'est-ce que vous vouliez faire de ce moment là, c'était quoi l'objectif ?*

En terme d'image c'était avant tout, on s'était donné deux buts : c'était de montrer aux Jurassiens en fait qui sont les homos, qu'on est comme tout le monde, et puis le deuxième c'était à l'opposé, c'était de faire découvrir le Jura aux homos. Et vu que la Pride est itinérante, les homos étaient déjà allés à Genève, Fribourg, Lausanne, Sion, l'année d'après à Neuchâtel, donc il n'y avait plus que le canton du Jura qui n'avait pas accueilli de Pride, on voulait montrer au public des Pride, à tous les homos de la Suisse romande Suisse allemande, que dans le Jura on peut aussi faire ça. Donc ça c'était une chose. Et puis l'autre c'était montrer aux Jurassiens que les homos on est comme tout le monde et puis que c'est pas... c'est pas des mecs à poils qui dansent sur un char. Donc c'était vraiment tout à tourné autour de ces deux choses, montrer le Jura aux homos, montrer les homos aux Jurassiens.

*Vous aviez un slogan ?*

C'était simplement FaiRE CONNAISSANCE. Et puis en fait depuis là, depuis qu'on a eu ce slogan, je pense que les activités de Juragai sont restées autour de ce slogan faire connaissance – fait reconnaissance, ainsi que faire découvrir le Jura aux homos faire découvrir les homos aux Jurassiens. Et puis depuis là ça a donné un fil de conduite peut-être à Juragai, où on est resté autour de ce slogan, où on aime mélanger la population aux homos »<sup>78</sup>.

La Pride va donc constituer une occasion de préciser l'image du collectif. On montre, à l'extérieur et à l'intérieur du canton, que l'homosexualité existe. Cette visibilité repose par ailleurs sur la similitude des homosexuels et des hétérosexuels. On est loin ici des messages revendicatifs du GHOG ou encore de la figure de la folle fièrement revendiquée dans certaines Pride au profit d'une présentation "hétéronormée" de l'homosexualité. Cette stratégie de présentation de soi repose, voire s'impose, en regard de l'anticipation de l'état de l'hétérosexisme dans le canton et au vu de la manière dont s'élabore, pour les membres, la constitution d'une orientation socio-sexuelle. Autrement dit, la manière dont va se profiler Juragai lors de la Pride en 2003 est intimement lié au contexte social entourant la manifestation et aux carrières militantes des membres de Juragai. Pour donner un exemple, Joël, 26 ans, ayant toujours vécu dans le canton, ayant un diplôme d'infirmier, faiblement politisé, intègre l'association au début de l'année 2000 et rejoint rapidement le comité. Il dit rejoindre l'association pour « rencontrer des personnes qui vivaient la même différence que [lui] ». Il mentionne « [avoir] assez bien vécu de [se] découvrir homo ». Le motif de son adhésion est double : la visibilité de l'homosexualité dans le canton et le soutien aux homosexuels :

« C'était surtout ça qui m'a motivé, au début, à me dire mais il faut, ouais il faut que les gens sachent qu'il y a des homos pour que tout le monde s'a... pour que ceux qui le vivent s'acceptent mieux, puissent rencontrer du monde, discuter et tout. Je pense que c'était avant tout ça. Mais là ce qui m'a motivé à rentrer dans l'association ou dans le comité, c'était pas pour y chercher de l'aide en tout cas. Pour moi c'était déjà assez clair. C'était vraiment plutôt ben pour le contraire peut-être donner de l'aide, et puis ben pour rencontrer du monde qui vivait la même différence »<sup>79</sup>.

Joël annonce son homosexualité à sa famille, à ses amis et à ses collègues de travail sans rencontrer de déni ou de rejet. Il représente en quelque sorte un cas de « gay intégrateur », tel qu'il a pu être défini par le sociologue Wayne Brekhus, qui le conçoit comme un acteur social dont l'orientation socio-sexuelle ne constitue pas le statut-maître, mais représente l'un des traits de l'identité sociale : « Dans une société où la catégorie gay est associée à l'exotisme ou à l'extra-ordinaire, montrer qu'on est, en fait, juste ordinaire, peu en soit être une source de fierté ou même de résistance »<sup>80</sup>. Cette conception de soi va se traduire

<sup>78</sup> Entretien Joël.

<sup>79</sup> Entretien Joël.

<sup>80</sup> BREKHUS (Wayne), *Peacocks, Chameleons, Centaurs. Gay Suburbia and the Grammar of Social Identity*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, p. 77. Au contraire, pour le « Gay Lifestyler », « la gaititude

lors de la préparation de la Pride par une volonté de montrer l'homosexualité sur le mode de « l'intégration » :

« On voulait cet esprit convivial, rencontre, faire connaissance et puis ces choses-là. Mais on a aucunement forcé un type d'habillement ou autre. Moi j'étais un grand défenseur pour qu'il n'y ait pas de provoc ou des trucs comme ça. A chaque fois au comité je revenais sur ça. Et puis les autres au comité ils disaient non on peut pas faire les, je ne sais plus comment ils l'exprimaient, ouais il faut laisser les gens libres de venir à la Pride comme ils veulent. Et puis en fait on a donné aucune ligne de conduite et ça s'est très très bien passé. Ouais on a eu beaucoup de chance »<sup>81</sup>.

La bonne réception de la Pride dans le canton va modifier la perception subjective des coûts associés à la mobilisation. Depuis lors, les membres du comité se présentent à visage découvert, interviennent dans la presse sans requérir l'anonymat, et organise des stands lors de manifestations locales pour présenter l'association. Les membres du comité et de l'association vont par ailleurs s'investir fortement dans la campagne pour la Loi sur le partenariat enregistré entre personnes de même sexe votée en juin 2005 (acceptée au niveau helvétique, la loi est repoussée par 51 % des votants jurassiens).

### **Politique de l'identité : entre stratégies de visibilité et fluctuation des collectifs**

Retracer d'une part l'émergence et le développement du GHOG, puis celui de Dialogai et d'autre part l'essor de Juragai a permis en partie de montrer comment se déploie une politique de l'identité, en fonction des caractéristiques sociales des membres et du contexte historique et social dans lequel elle se déroule. Par rapport aux deux mobilisations homosexuelles étudiées, on remarque principalement l'attention qu'il convient de porter aux caractéristiques de l'ordre hétérosexiste et à la place de l'association au sein de l'espace associatif homosexuel à l'intérieur de l'espace associatif de lutte contre le sida. L'ordre hétérosexiste reste parfois difficile à mettre au jour, mais peut être abordé en partie en prenant en compte les rapports de force sanctionnés par le droit et la présence d'une opposition organisée ou non aux mouvements homosexuels. Il va peser sur les stratégies de présentation du groupe. Ces stratégies sont moins le produit d'un calcul conscient que d'une anticipation des coûts et des risques de la mobilisation en fonction des rapports de force dans un contexte donné. Les activistes du GHOG s'engagent dans un contexte de forte mobilisation associative, où la libération des gays est conçue comme une lutte transversale pour remettre en cause la domination bourgeoise et patriarcale. Si cette dimension est moindre à Dialogai, elle n'en demeure pas moins présente, en tout cas au début de l'association. En revanche, la moindre politisation des membres de Juragai et leurs anticipations des coûts de la mobilisation va contribuer à faire de l'association un lieu qui, s'il marque symboliquement la présence des homosexuels dans le Jura, est avant tout un espace protégé de sociabilité. On a donc, d'un côté, un mouvement mettant en avant la célébration de la différence alors que de l'autre, tendanciellement, on assiste plutôt à une stratégie d'annulation de celle-ci (sauf lors de moments particuliers, comme la Pride delémontaine).

Par rapport à l'espace associatif homosexuel et à l'espace associatif de lutte contre le sida, Dialogai maintient une double stratégie de distinction, avec pour corollaire une tension entre ces deux attributs de l'identité collective qui se remarque aussi bien à l'intérieur de l'association que dans les motifs avancés par les membres pour rendre compte de leur engagement. Cette stratégie de mise en avant d'une image publique de l'association va se

---

représente la composante essentielle de ce qu'il est et de ce qu'il vit. Toutes les facettes de son être, de ce qu'il mange à ce qu'il porte et ce qu'il conduit est rapporté et informé par le fait d'être gay ». (*Ibid.* p. 36).

<sup>81</sup> Entretien Joël.

modifier dans le temps au fur et à mesure qu'évoluent les rapports de force à l'intérieur des deux espaces sociaux précités. Juragai se constitue en revanche sans faire de la lutte contre le sida un élément structurant de l'association. Constituée après la mise sur le marché des trithérapies, alors que le Groupe sida Jura est présent depuis dix ans dans le canton, Juragai est avant tout une association tournée vers "la communauté", et c'est parce qu'elle peut la toucher lors de manifestation dédiées aux gays que les membres effectuent un travail de prévention dans ce domaine.

S'il reste encore des dimensions en partie obscures, notamment en ce qui concerne l'effet du renouvellement militant sur la transformation du collectif, ces premiers résultats esquissent cependant les pistes à approfondir pour l'analyse de l'identité collective. Mais qu'en est-il des interactions entre le collectif, la carrière militante et la (re)définition de l'orientation socio-sexuelle ? C'est à cette question que l'on va à présent s'intéresser en analysant la carrière militante d'Anthony.

### **Anthony : une carrière militante entre Juragai et Dialogai**

Pour mieux comprendre comment s'effectue la (re)définition de l'orientation socio-sexuelle, il importe de voir comment la carrière militante s'insère dans la biographie des acteurs. Basé sur l'analyse des professions réalisée par Everett C. Hughes, aménagé pour rendre compte des carrières déviantes, la notion de carrière rend généralement compte de deux dimensions. Dans sa dimension objective, la carrière renvoie à la succession des positions occupées par l'acteur au cours de sa vie. Dans sa dimension subjective, la carrière fait référence au processus de totalisation, de mise en cohérence par l'acteur de la succession des positions durant son cheminement<sup>82</sup>. Ces deux dimensions sont à comprendre au sein d'une structure sociale qui délimite l'espace des possibilités objectives et subjectives (champ du pensable) de passer d'une étape à l'autre. L'intérêt porté aux étapes de la carrière englobe également la prise en compte dans l'analyse des points de bifurcations, qui constituent autant de moments de redéfinition de l'identité sociale de l'acteur.

Il est rare qu'un acteur social soit le produit d'une socialisation homogène. La pluralité de ses insertions dans différents sous-mondes sociaux, tant d'un point de vue diachronique que synchronique, peut contribuer à l'intériorisation de contenus de socialisation potentiellement contradictoires (sans oublier toutefois que les conditions de possibilité d'être inséré dans de multiples sous-mondes sociaux dépendent aussi de la position occupée par l'acteur dans l'espace social).

En effet, au cours du processus de socialisation, compris comme « installation consistante et étendue d'un individu à l'intérieur du monde objectif d'une société ou d'un secteur de celle-ci » définition bien connue de Peter Berger et Thomas Luckmann<sup>83</sup>, peuvent se produire des intériorisations contradictoires, que ce soit entre socialisation primaire

<sup>82</sup> Nous reprenons ici la définition de la carrière donnée par Everett C. Hughes : « Dans une société hautement et strictement structurée, une *carrière consiste, objectivement, en une série de statuts et d'emplois clairement définis*. Dans une société plus libre, l'individu dispose de plus de latitude pour créer sa propre position ou pour choisir parmi le nombre des positions existantes ; il a aussi moins de certitude d'atteindre une position donnée. Il y a plus d'aventuriers et plus d'échecs ; mais à moins que ne règne un désordre complet, il y aura des séquences typiques de position, d'accomplissement, de responsabilité, et même d'aventure. L'ordre social imposera des limites à l'orientation de la vie d'un individu, s'agissant à la fois de l'orientation de ses efforts et de l'interprétation de ses significations. *Subjectivement, la carrière rend compte de la perspective mouvante dans laquelle la personne considère sa vie comme une totalité et interprète la signification de ses divers attributs, actions, et les événements qui lui sont arrivés* » HUGHES (Everett C.), « Institutional Office and the Person », *American Journal of Sociology*, vol. 43, no 3, Novembre 1937, pp. 404-413, p. 409 (je traduis ; je souligne).

<sup>83</sup> BERGER (Peter), LUCKMANN (Thomas), *op. cit.*, p. 179.

(« première socialisation que l'enfant subit dans son enfance, et grâce à laquelle il devient un membre de la société »<sup>84</sup>) et socialisation secondaire (« tout processus postérieur qui permet d'incorporer un individu déjà socialisé dans des nouveaux secteurs du monde objectif de sa société »<sup>85</sup>) ou entre contenus intériorisés dans différents sous-mondes sociaux.

La variabilité des insertions et des investissements dans une pluralité de sous-mondes sociaux nous invite de ce fait à nous pencher sur les moments problématiques qui pèsent sur la recomposition de la personne. En d'autres termes, la notion de carrière permet de comprendre comment pour chaque acteur se déroulent des « moments critiques qui sont à concevoir pour l'analyse comme « le produit croisé d'une décision subjective (transaction, négociation, conflit, abstention) et de l'objectivité d'une contrainte de cheminement (cursus pré-établi dans une institution) »<sup>86</sup>.

On l'aura compris, il ne s'agit pas de vérifier une carrière idéal-typique, sur le modèle de ce que fait Plummer en élaborant un modèle de constitution de l'identité homosexuelle en quatre phases, allant de la phase de sensibilisation à la phase de stabilisation<sup>87</sup>, ou encore Troiden qui présente un processus quadripartite passant également d'une phase de sensibilisation à une phase d'engagement<sup>88</sup>. En effet, comme l'a souligné Laura Mellini, trois critiques peuvent être adressés à ces modèles. D'une part, elle remet en question la rigidité de ces étapes. D'autre part, Mellini critique la conception d'une permanence et d'une prégnance de l'identité homosexuelle qui serait acquise une fois pour toute au terme du processus décrit. Enfin, elle dénonce le biais d'une réification d'un processus particulier en processus universel<sup>89</sup>. On rejoint ici une critique de Wayne Brekhus aux études portant sur la constitution et la gestion de l'identité homosexuelle. Pour cet auteur en effet, la plupart des études portent sur des homosexuels en milieu urbain, engagés dans des mouvements gays, et négligeant de ce fait les autres modes de vie homosexuels et les contextes distincts de construction de soi. En travaillant sur la gestion identitaire des homosexuels dans les banlieues new-yorkaises, il montre comment est gérée cette identité de sexe en fonction des contextes sociaux et des ressources acquises par chaque acteur au cours de sa biographie<sup>90</sup>.

Par rapport à ces critiques, la notion de carrière permet justement de montrer comment certains acteurs aux différentes étapes de leur vie, en fonction des ressources dont ils disposent et du contexte (structure de plausibilité), procèdent à un travail de mise en cohérence de cette identité de sexe. Ce terme utilisé par Berger et Luckmann dans leur analyse de l'alternation, et notamment de la conversion religieuse, est repris afin de montrer que l'analyse doit davantage se centrer sur les conditions de possibilité du maintien ou de l'alternation que sur le moment de l'alternation en lui-même. Autrement dit, il nous invite à prendre en compte la *position occupée par l'acteur dans l'espace social*, les *ressources héritées* par l'acteur ou *acquises* au cours de sa carrière (dans un sous-monde social particulier ou au travers de *potentielles multi-inscriptions*), le *poids des autres significatifs* en

<sup>84</sup> Au cours de la socialisation primaire, Bernard Lahire a par ailleurs montré que la famille n'était pas toujours une instance de socialisation homogène. LAHIRE (Bernard), *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieu populaire*, Paris, Seuil/Gallimard (Hautes études), 1995, en particulier pp. 175 et suivantes.

<sup>85</sup> BERGER (Peter), LUCKMANN (Thomas), *op. cit.*, p. 179.

<sup>86</sup> PASSERON (Jean-Claude), « Le scénario et le corpus. Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, pp. 185-206, p. 204.

<sup>87</sup> PLUMMER (Ken), *Sexual Stigma : An Interactionist Account*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1975.

<sup>88</sup> TROIDEN (Richard R.), *Gay and Lesbian Identity. A Sociological Analysis*, New York, General Hall, 1988.

<sup>89</sup> MELLINI (Laura), *Entre continuité et rupture, la place des secrets et des confidences. Analyse de la gestion sociale de deux identités déviantes : l'homosexualité masculine et la séropositivité*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Fribourg, 2003, pp. 25-26.

<sup>90</sup> BREKHUS (Wayne), *op. cit.*

fonction de l'inscription sociale<sup>91</sup>. S'intéresser à la structure de plausibilité n'a en revanche pas pour motif de proposer un modèle explicatif d'une quelconque « déviance ». La constitution de l'orientation socio-sexuelle se pose pour tout acteur. Les difficultés sont par contre plus saillantes lorsque cette orientation est susceptible de remettre en cause l'ordre du genre, ce qui a pour effet de rendre visible ce travail de construction et de remaniement permanent de ce trait identitaire<sup>92</sup>. Dans cette optique, l'engagement associatif peut faire partie à un moment donné de la carrière de cette structure de plausibilité, mais la mise en garde de Brekhus doit nous faire prendre conscience que l'identité de sexe se construit aussi simultanément ou successivement dans d'autres sous-mondes sociaux.

Pour montrer cela, les récits de vie sont des outils particulièrement bien adaptés, dans la mesure où ils peuvent être considérés, selon la belle formule de Michael Pollak, « comme des *instruments de reconstruction de l'identité* et pas seulement comme des récits factuels. Par définition reconstruction *a posteriori*, le récit de vie ordonne les événements qui ont jalonné une vie ; de plus, en racontant notre vie, nous essayons généralement d'établir une certaine cohérence au moyen de liens logiques entre des éléments clés (qui apparaissent alors sous une forme de plus en plus solidifiée ou stéréotypée) et une continuité par la mise en ordre chronologique »<sup>93</sup>.

Pour les acteurs sociaux, se raconter revient aussi à reprendre des éléments jugés problématiques pour les ordonner, avec comme paradoxe de revenir sur cet élément problématique en le solidifiant par la même occasion. Comme l'écrit Goffman, « un événement de l'existence peut peser en deux endroits sur l'itinéraire moral, d'abord en tant que raison objective immédiate d'un tournant réellement pris, ensuite (et plus évidemment) comme explication donnée d'une attitude présente »<sup>94</sup>.

La biographie d'Anthony est intéressante dans la mesure où sa carrière militante oscille entre Dialogai et Juragai. Comme on a pu le voir, il est en effet « usager » de Dialogai avant d'être l'un des membres fondateurs de Juragai. Il va y militer quelque temps, avant d'être engagé en tant que permanent salarié à Dialogai. Anthony, 35 ans, naît et grandit dans un petit village du canton du Jura. Son père est directeur dans une grande entreprise de mécanique et très actif dans les sociétés locales (fanfare, club local de football). Sa mère n'a pas d'emploi fixe, travaillant de temps à autre comme extra dans un café. Anthony décrit son enfance et son adolescence comme une période difficile, où le milieu familial « terre à terre » et mâtiné de catholicisme lui pèse :

« J'ai eu une adolescence difficile d'un point de vue existentiel. Beaucoup de peine à m'identifier à quoi que ce soit. J'ai une éducation, je dirais, judéo-chrétienne sans exagération, mais j'avais beaucoup de peine à prendre ça en considération parce que je me sentais très différent des autres. Donc j'avais pas une vision d'un avenir, je dirais, serein. Donc j'avais pas de projet. Là, quand j'avais 15 ans 16 ans, c'était vivre au jour le jour, anyway. Donc j'ai fait un peu des conneries, consommation de drogue, pas des drogues dures mais j'aurais pu assez

<sup>91</sup> Nous nous permettons de renvoyer là à VOEGTLI (Michael), « Du jeu dans le je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *RIAC- Lien social et politiques*, no 51, printemps 2004, pp. 145-158.

<sup>92</sup> On lira avec profit les réflexions de Wayne Brekhus au sujet des dangers d'une focalisation sur les phénomènes extra-ordinaires qui masquent du même coup les phénomènes ordinaires en les naturalisant. A l'aide d'une analyse de la constitution de l'identité sexuelle, en liant celle-ci à la position occupée par l'acteur dans l'espace social, il montre comment certains traits de l'orientation socio-sexuelle deviennent saillants, naturels et plongent d'autres possibilités d'identifications dans les limbes de l'impensable. BREKHUS (Wayne), « Social Marking and the Mental Coloring of Identity : Sexual Identity Construction and Maintenance in the United States », *Sociological Forum*, Vol. 11, no. 3, 1996, pp. 497-522 ; et « A Sociology of the Unmarked : Redirecting Our Focus », *Sociological Theory*, Vol. 16, no. 1, Mars 1998, pp. 34-51.

<sup>93</sup> POLLAK, Michael, *op. cit.*, pp. 145-156 (je souligne).

<sup>94</sup> GOFFMAN, Erving, *Stigmaté*, Paris, Les éditions de Minuit, 1975 (1963), p. 53.

facilement. J'ai jamais vraiment pensé au suicide bien que... parfois je me posais quand même des questions. Je me disais à quoi ça sert tout ça ? ».

C'est également à l'adolescence que se précise son attirance pour les hommes. Toutefois, on a déjà pu voir l'absence de visibilité quasi totale de l'homosexualité dans le canton du Jura, et Anthony est partagé entre le désir sexuel et le rejet d'une manière d'être à laquelle il ne parvient pas à s'identifier.

« Et puis, par rapport à la vie sociale, affective, j'ai eu quand même un contact avec la réalité – j'entend par là qu'il n'y avait pas de réalité gay dans mon environnement. Pour moi ça n'existait pas. Il n'y avait pas Internet donc l'accès à l'information était complexe – je voyais bien qu'il y avait des homosexuels autour de moi par leur comportement mais je ne m'identifiais pas. C'était souvent des gays efféminés et en tout cas j'avais une répulsion forte, hein, parce que je m'imaginai pas comme eux. Je m'imaginai encore différent d'eux, bien que sachant que j'étais attiré par les garçons. Donc ça a engendré une homophobie intériorisée assez forte quand même. Donc ce côté un peu destructeur, drogue alcool ».

Sans projet concret, Anthony s'investit peu dans sa carrière scolaire et renonce aux études avant d'avoir passé son bac. Il accepte sous l'injonction de ses parents d'entreprendre « par dépit » un apprentissage de dessinateur en génie civil. Pendant son apprentissage, il a pour principaux loisirs le football et dit avoir « suivi pendant des années ce mouvement de copains, de sorties, on se retrouve on boit une bière, ce côté un peu “beauf”, qu'on reproche nous maintenant en tant que gays aux hétéros ». Il va également vivre pendant cinq ans une relation amoureuse avec une jeune femme, peu de temps après avoir eu, vers 18 ans, ses premiers rapports sexuels avec des hommes qu'il décrira comme n'étant « pas terrible ». A 23 ans, il se rend pour la première fois à Genève pour assister à un concert de rock. Là, il va rencontrer un homme avec lequel il a une relation sexuelle et dont il tombe amoureux :

« ...et puis ça a été mon premier copain durant trois ans. Et lui a été un détonateur vraiment parce que c'était la première fois que j'éprouvais des sentiments affectifs, amoureux, pour un homme. Donc déjà là je me disais il y a quelque chose, donc c'était une validation de ce que j'imaginai, de cette attirance que j'avais, que j'éprouvais pour les hommes. C'était validé. Parce que le ressenti physique, moral, global, il était, il était positif, sain. Il transportait ».

Anthony va se séparer de sa compagne et découvrir le milieu homosexuel par l'intermédiaire de son ami. Chaque fin de semaine, Anthony se rend à Genève pour l'y retrouver. Cet élément est particulièrement intéressant car il montre que la mise à distance de son univers de socialisation primaire et de socialisation professionnelle est l'une des conditions de son orientation socio-sexuelle. La mise à distance physique entre les deux univers est donc aussi une distance cognitive entre deux vies liées à des contextes sociaux distincts<sup>95</sup>. On peut également de cette manière considérer que le coming-out est un processus beaucoup plus complexe qu'une simple affirmation effectuée une fois pour toutes. Comme le mentionne Brekhus : « Although we normally think of coming out as a linear process that occurs at the level of one's lifecourse, it can also be a cyclical weekly or daily process »<sup>96</sup>. Selon Anthony, personne n'avait connaissance durant cette période de son orientation socio-sexuelle dans son environnement jurassien : il n'en avait rien dit à sa famille, à ses amis et encore moins à son travail. C'est lors de ces week-end qu'il commence à côtoyer Dialogai, qu'il va être progressivement socialisé au milieu gay et être mis en contact pour la première fois avec des personnes séropositives.

<sup>95</sup> On retrouve ici un mode de gestion de l'orientation socio-sexuelle particulièrement bien développé par Wayne Brekhus, qui montre le passage d'un « espace social générique » à un « espace social marqué » dans lequel peut s'exprimer l'orientation socio-sexuelle. BREKHUS (Wayne), *op. cit.*, en particulier pp. 49-73.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p. 55.

« Et ce que j'ai trouvé ici, bon j'ai vécu d'abord l'aspect convivialité. Parce qu'il y avait que ça, hein ! On venait ici, il y avait un endroit fermé protégé, où il y avait des activités conviviales, et là ça a été, ben le bonheur, quoi. On rencontrait des tas de gens, tous gentils, etc. Et c'était vraiment fou ça ! Bien que je me souviens, quand on se baladait dans la rue les deux, j'étais mal à l'aise. J'avais l'impression que ça se voyait comme le nez au milieu du visage le fait qu'on était un couple homosexuel. Et puis ben j'ai engendré des contacts ici des relations, des amitiés. Et c'est petit à petit que, plus les contacts se faisaient concrets, dans la durée aussi, que les gens commençaient de se confier. On parlait et tout et, plus le temps passait, plus mon cercle d'amis, de connaissances plutôt, ben, c'est là que je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup de gens séropositifs. C'est là que j'ai commencé de mesurer un petit peu la réalité ».

Ces personnes rencontrées dans un univers relativement protégé forment part de cette structure de plausibilité qui va permettre l'affirmation de son orientation socio-sexuelle. Cette structure de plausibilité entrouvre pour Anthony la possibilité de vivre une existence en tant que gay. Comme il le déclare au cours du récit de vie, les premiers temps à Dialogai ont été pour lui « une reconnaissance forte que l'homosexualité existe ». Il ajoute : « Finalement, j'étais pas un monstre. Parce que c'était un peu ça que je ressentais, que j'étais anormal. Donc je voyais des gens qui vivaient, qui avaient le même ressenti, le même... désir et que c'était pas si dramatique et que ces personnes étaient heureuses. En apparence ou que sais-je mais on voyait qu'il y avait un dynamisme, une communauté qui faisait des choses, qui échangeait qui parlait qui rigolait, et ça ça a été pfff, une bouffée d'énergie, ça a été assez génial ». C'est également lors de l'une des activités de Dialogai qu'Anthony va rencontrer un autre homme, Sébastien, duquel il tombe profondément amoureux. Sébastien est séropositif, et Anthony qui vit avec lui pendant près de sept ans est placé dans une situation de proximité affective immédiate avec la maladie, lui faisant découvrir le vécu de l'infection mais également les règles de safer sex à observer. C'est véritablement cette situation de couple sérodiscordant qui va le sensibiliser durablement à la problématique du vih/sida<sup>97</sup>.

Sébastien perd son travail en 1997 et va vivre chez Anthony, qui vit toujours dans un petit village jurassien. C'est à ce moment que ce dernier va révéler à sa famille son attirance pour les hommes. Si sa mère l'accepte relativement bien, il en va autrement de son père qui dit « ne pas comprendre ». Anthony conserve malgré tout d'assez bonnes relations avec ses parents, mais son coming-out marque une césure profonde avec le contenu de sa socialisation familiale. Il va ainsi progressivement recomposer ses différentes insertions, s'investissant moins dans sa carrière professionnelle dont il estime avoir « fait le tour » au profit d'un fort investissement dans sa carrière affective. Il commence par ailleurs à investir une carrière militante, par la création de Juragai, et en intégrant parallèlement le comité du Groupe sida Jura. On a pu voir également que les débuts dans l'association sont marqués par un souci de conserver l'anonymat, ce que mentionne également Anthony, en mettant en avant les Pride organisées à l'extérieur du canton comme un moment où pouvaient véritablement s'affirmer une orientation socio-sexuelle loin des regards immédiats de l'univers jurassien. Cette anticipation des coûts de la mobilisation va là aussi limiter l'investissement à Juragai, au profit d'une plus forte implication au Groupe sida Jura.

« C'est vrai qu'on avait été sollicités aussi pas mal par les autres. Je me souviens d'avoir été invité ici à Dialogai par rapport à la prévention. Et c'est vrai que ça demandait beaucoup, ça prenait beaucoup de temps et c'est vrai que ça commençait aussi à être un peu pesant, dans le sens où il y avait pas mal d'attentes aussi de l'extérieur. On pouvait pas seulement se structurer que....

---

<sup>97</sup> Sur la sérodiscordance, voir DELOR (François), « Vie sexuelle des personnes atteintes, sérodiscordance et risque du sida », ANRS, Séropositivité, vie sexuelle et risque de transmission du VIH, Collection sciences sociales et sida, 1999, pp. 85-100 ; BROQUA (Christophe), « Amour entre hommes et prise de risques : l'intimité des couples sérodiscordants », *Transcriptase*, no 40, 1995, pp. 11-14.

*A l'interne ?*

Ben à l'interne non parce qu'il y avait des demandes externes qui venaient et on avait pas forcément les ressources adéquates sur le moment. Tu vois ce que c'est on avait toujours ce problème de visibilité, d'implication. Ouais c'était pas évident ».

Anthony va progressivement se désinvestir à partir de 2000 de Juragai, tout en restant au comité du Groupe sida Jura. Il motive cette désaffection en mettant en avant la charge accrue occasionnée par l'investissement professionnel de son ami Sébastien qu'il aide dans son travail. En septembre 2001, Anthony donne sa démission à son travail. Il aide toujours son ami dans ses activités professionnelles et cherche en parallèle un travail dans le domaine social.

« Et Dialogai cherchait un responsable dans le domaine de la prévention, j'avais eu vent de ça. [...] C'est vrai que j'étais content de quitter le Jura. J'avais une certaine amertume, et puis cette perspective de travailler dans le domaine social ».

Il trouve un appartement à Genève et, avec Sébastien qui quitte son travail, les deux officialisent leur relation par un partenariat enregistré. Son travail implique une fréquentation intense des lieux gays, que ce soit au niveau associatif ou commercial. Sa connaissance affective et directe de la séropositivité et les ressources acquises au cours de sa fréquentation du Groupe sida Jura vont être déterminants lors de son engagement, mais aussi dans l'investissement dans sa carrière professionnelle et associative. Cette légitimité lui permet également d'intervenir à visage découvert dans les débats publics liés à la prévention en milieu homosexuel.

La carrière d'Anthony nous montre comment un acteur peut progressivement s'investir dans des lignes de conduite, sur la base de ressources héritées mais aussi acquises au cours de l'inscription dans divers sous-mondes sociaux. En particulier, on voit de cette manière que certaines inscriptions fonctionnent en tant que condition préalable – par l'acquisition de ressources qu'elles offrent – à l'inscription ultérieure dans d'autres sous-mondes sociaux. Dans le cas d'Anthony, on voit par exemple que l'engagement à Dialogai en tant que professionnel de la santé est rendue possible par les investissements préalables dans l'espace associatif de lutte contre le sida et dans l'espace associatif homosexuel, avec comme point de jonction une carrière affective et sexuelle qui se construit sur ces deux dimensions. La constitution d'une orientation socio-sexuelle se construit dans son cas par l'entremise du milieu associatif qui constitue une structure de plausibilité, un lieu de sociabilité et de socialisation, lui permettant comme il le dit de « valider » l'un des traits de son identité sociale.

De ce qui précède, on peut considérer avec Christophe Broqua que la constitution d'une orientation socio-sexuelle « correspond à un processus évolutif, mouvant, plus ou moins négocié, et jamais achevé, c'est-à-dire nécessitant un travail continu d'ajustement, d'adaptation, oscillant entre résistance et conformation »<sup>98</sup>. La carrière d'Anthony montre bien que ce processus commence dès la socialisation primaire, avec l'acquisition de dispositions qui découlent de « l'exposition précoce à un système vécu comme excluant, [et] qui va fonctionner comme un moteur d'adaptation au monde hétérocentré »<sup>99</sup>. Et comme le mentionne également Broqua, l'orientation socio-sexuelle peut trouver lors de la socialisation secondaire le cadre d'un réaménagement qui peut permettre de réduire la tension identitaire. Ce réaménagement peut s'appuyer sur un réseau homosexuel, mais être aussi bien le produit

<sup>98</sup> BROQUA (Christophe), *Engagements homosexuels et lutte contre le sida au sein de l'association Act-Up Paris*, Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, 2003, p. 418. (à paraître sous le titre : *Agir pour ne pas mourir*, Presses de Science Po, 2005).

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 420.

d'événements survenus au cours de la carrière et qui facilitent la constitution de cette orientation. Enfin, on peut remarquer dans le cas d'Anthony que la transformation de la définition sociale de l'homosexualité par l'apparition du sida a rendu nécessaire un travail de mise en cohérence de ces deux ordres d'expériences, et que ce travail passe pour lui par une forme d'engagement à Dialogai.

## Conclusion

Dans le présent texte, trois dimensions constitutives de la politique de l'identité ont été abordées. D'une part, il s'agissait de voir comment s'élabore l'identité collective des groupes étudiés, en montrant que celle-ci représente un enjeu permanent de lutte aussi bien à l'interne qu'à l'externe. D'autre part, on a cherché à cerner la tension entre des moments de célébration ou d'estompement des différences, tout en liant cette dimension avec l'étude du contexte mouvant dans lequel se déroule la mobilisation. Enfin, on a voulu voir les liens entre transformation des propriétés sociales des membres du collectif, motifs de la militance et évolution de l'identité collective. Toujours dans cette même logique, on a pu saisir comment une carrière militante pouvait s'inscrire à un moment donné dans ces collectifs, en étudiant notamment la dimension socialisatrice des associations et les effets que ces dernières peuvent avoir en termes d'acquisition de ressources. La carrière d'Anthony nous a permis de mettre au jour la manière dont ces ressources peuvent être mobilisées, que ce soit par rapport à la constitution de l'orientation socio-sexuelle ou en termes de professionnalisation au sein de l'association Dialogai.

Dès lors, il semble qu'une approche basée sur les logiques de constructions identitaires pour l'étude des mouvements sociaux constitue l'une des possibilités de saisir les liens entre l'individuel et le collectif. On peut ainsi prendre en compte l'effet socialisateur du mouvement, les ressources qui peuvent y être acquises au cours de la carrière et les rétributions procurées par le militantisme (en prêtant attention, par rapport à ce dernier point, aussi bien aux transformations de l'image publique et de l'idéologie du collectif qu'aux rétributions symboliques qu'en retirent les militants). On peut en outre s'intéresser aux effets de la coexistence de membres aux propriétés sociales distinctes et ayant des motifs d'adhésion différents, en montrant que leurs luttes vont peser sur la (re)définition d'une identité collective. Par ailleurs, se focaliser sur les logiques de constructions identitaires implique de porter un intérêt au contexte de la mobilisation en prêtant également attention aux coûts et aux risques de la participation. Enfin, une telle approche offre la possibilité de montrer comment se construit l'identification au mouvement, les transformations qui peuvent en découler et, partant, la désidentification qui peut se traduire par l'exit. En ce sens, parler d'identité consiste aussi à considérer que l'engagement est véritablement un attachement à des lignes des conduites, attachement qui va se modifier sous l'effet socialisateur du collectif et de l'investissement dans d'autres sous-mondes sociaux.